

Le Valaisan désabusé.





1937

LE VALAISAN

DÉSABUSÉ,

OU

LES ABERRATIONS DES PRÉTENDUS LIBÉRAUX

DÉVOILÉES

Par un Anonyme franchement patriote.

Ce mot de *liberté* ne m'en impose guère ;
Et par tant de fripons je le vois répéter ,
Que je les crois d'accord pour le faire adopter.
Ils ont quelque intérêt à le mettre à la mode ;
C'est un voile à la fois honorable et commode
Qui, de leurs sentimens masque la nullité ,
Et prête un beau dehors à leur avidité.

LES PHILOSOPHES , comédie.



1833.

TA 601

AVANT-PROPOS.

Une lettre a donné occasion à cet ouvrage. Nous la rapportons textuellement, si l'on en excepte quelques particularités.

De Monthey, quand même..... ce 10 octobre 1833.

MON CHER AMI,

Le temps marche rapidement, mais la révolution le devance encore. Les progrès qu'elle fait dans notre chère patrie sont alarmans. Les manœuvres honteuses et les moyens mesquins dont on vient de se servir à l'occasion des assemblées primaires sur l'égalité de représentation, fournissent de nouveau une ample matière à mes lamentations politiques, et tout ce que je regrette, c'est de ne pouvoir, tout en ripostant à la mauvaise foi de la Réponse des pactistes, donner un essor à ma juste indignation. Vous connaissez le motif de mon empêchement..... Plût au ciel que vous eussiez la bonne volonté d'y suppléer, et

bientôt je me sentirai soulagé. Je vous envoie , par exprès , quelques idées éparses , quelques faits à relever , et j'espère que votre amour pour le bien public fera le reste..... Votre position géographique est pour vous un motif de sûreté , qui n'est plus pour moi (grâces à la liberté) ! Dans peu , cependant , j'espère en jouir , et alors , dévoilant mon nom , le public rira de ses méprises.

Je vis d'espérance.....

Votre intime ,

DÉMOPHILE.



PRÉFACE.

Personne ne devrait contester sans doute un privilège qu'on ne cesse, quel qu'il soit, de vanter avec tant d'emphase : celui d'exposer librement son opinion. Les discussions sur des matières qui occupent tous les esprits, ne sauraient être interdites que par un despotisme timidement soupçonneux ; et cependant, en Valais, le génie du mal tremblant pour ses œuvres et fécond en ruses, a su se faire un rempart contre la vérité, en intimidant et trompant les faibles, en menaçant les forts. La nature m'a heureusement donné assez d'intrépidité pour ne pas me laisser épouvanter par des menaces. Fort de ma conscience, j'entrerais en lice, au risque, si je suis découvert, d'être parmi les *bienheureux qui souffrent persécution pour la justice*.

On n'ignore pas que cet écrit, dicté par une conviction profonde, choquera beaucoup de personnes à une époque où les têtes sont tant échauffées ; mais cette considération n'a pas dû nous empêcher de dire ce que nous croyons vrai. On n'est point obligé de

•plaire, et en usant du droit de dire mon opinion, je n'ai d'autre désir que celui d'être utile, d'autre espérance que de recueillir force injures et calomnies.

On ne saurait attaquer les doctrines, sans attaquer en même temps, et les discours qui les expriment, et les actes qui les consacrent. Or, quand il s'agit d'actes et de discours, les hommes, quoi qu'on fasse, paraissent nécessairement sur la scène et doivent porter le poids souvent critique de la responsabilité. Que faire, sinon avancer? Ne serait-ce pas, en effet, une étrange charité, que celle qui sacrifierait la société, l'ordre, la religion à l'orgueil ombrageux de quelques individus aveuglés ou pervertis?

LE VALAISAN

DÉSABUSÉ.

LES temps où nous vivons se caractérisent par quelque chose de bien dégradant : c'est par un mépris complet pour la vérité. La vérité est, pour nos pseudo-libéraux, comme la *souveraineté populaire*, un grand mot dont ils se moquent sans pudeur ; elle est comme l'opinion publique, au nom de laquelle ils parlent sans l'avoir jamais consultée, et qu'ils foulent aux pieds, tout en s'appuyant sur elle. La vérité, ils la bannissent de leurs écrits et de leurs discours, en disant le contraire de ce qu'ils font ; de leurs actes, en faisant le contraire de ce qu'ils disent.

Tout ce qui se passe en Valais depuis près d'une année ne prouve que trop ce que nous venons d'avancer ; un libelle intitulé *Réponse au prétendu Démophile* vient lui seul appuyer à merveille notre triple assertion. Démophile était loin de trouver mauvais qu'on ait usé à son égard du droit qu'a tout homme d'examiner et de juger, selon ses opinions propres, les opinions et les paroles d'un autre homme : rien ne con-

tribue davantage au progrès de la vérité; mais quand, au lieu de combattre le propre ouvrage de l'auteur, on le dénature pour soulager son humeur, rien ne démontre mieux la faiblesse d'une cause: et tel est cependant le cas de l'apologiste de quelques magistrats froissés. Nous le déclarons coupable de perfidie, de mauvaise foi: il a leurré ses lecteurs à force de grands mots; il a tronqué, transposé les expressions de Démophile pour le déprécier; et, quand on n'a plus pour se justifier que d'aussi mauvaises armes, on ferait mieux de dire avec le sonnet: *Ma foi, c'est fait*; nous avons suivi une mauvaise route, le meilleur parti est d'avaler l'ignominie et de nous taire.

Loin de prendre cette sage résolution, on a mis en pratique *la maxime* infernale *que pour détruire une opinion contraire à la sienne, le meilleur moyen c'est de déchirer à belles dents ceux qui la professent, et de les rendre odieux*. Est-ce-là que vous en venez à force de lumières? Serait-ce donc ce que vous appelez avec complaisance les progrès de la civilisation?

Nous commencerons d'abord par signaler, parmi une foule de mensonges, celui qu'on a le plus habilement exploité: on a cherché à faire croire que Démophile avait attaqué tous les magistrats du Bas-Valais. Cette assertion, qui n'é-

tonne pas quiconque considère l'esprit dans lequel tout le pamphlet est rédigé, démasque la fourberie la plus maladroite ; qu'on relise Démophile et l'on en sera convaincu. Courbés sous le poids de leur honte, les coupables ont sans doute tenté de faire partager à d'autres leur ignoble fardeau ; mais en vain, les souvenirs et les actes étaient présens ; nul ne s'y est mépris. Il ne leur est resté pour toute consolation que de prôner le libelle à quelques ignorans, et, après avoir vainement espéré d'en voir épuiser l'édition à 50 rappes l'exemplaire, la *Réponse* aurait eu infailliblement l'insigne honneur de servir aux grands cornets de l'épicier, si les magistrats soussignés et d'autres ne s'étaient transformés en colporteurs. Démophile n'a sans doute pas eu cet honneur ; il n'a point été placé par l'ordre d'un président de dixain dans les archives publiques, mais il le fut dans celles du peuple, pour qui il avait écrit ; et c'était-là toute son ambition, comme c'est encore toute sa gloire.

Semblable aux médecins qui ne craignent pas de s'exposer au mauvais air des hôpitaux pour guérir des fièvres contagieuses, je m'engagerai avec courage dans cet amphigouri d'injures et de sophismes ; protestant d'avance que si l'indignation m'arrache quelques expressions virulentes,

elles appartiennent en propre à mes antagonistes, et sont puisées dans leur brochure qui en est un arsenal bien abondant.

On ne suivra pas l'auteur de la *Réponse* dans tous ses principes politiques, ce serait par trop difficile, car

..... Il va du blanc au noir,

Et condamne au matin ses sentimens du soir.

On relèvera encore moins toutes les erreurs dont fourmille son écrit, il faudrait pour cela des volumes; on se contentera d'en signaler quelques-unes des principales, et d'abord remarquons comment il débute dès sa préface :

« Concitoyens! Démophile se cache, et vous » dit qu'en souscrivant le pacte librement con- » senti par la Suisse nouvelle, vous consentez à » l'anéantissement de votre liberté, de votre » religion, de vos biens. Ses argumens sont des » injures, ses raisons des calomnies, son but de » vous tromper. Quant à nous, sachez qui nous » sommes. Nous vous disons : L'union fait la » force. Ils étaient trois au Gruttli, nous sommes » vingt-deux en 1833. Puisse-t-il n'en pas man- » quer un seul, quand il s'agira de sceller de » nouveau le lien fédéral! »

Un tel début est digne de l'ouvrage. Oui, Démophile a raisonné, et on y a répondu par des déclamations. Ces dix lignes de la préface ren-

ferment en effet la substance des deux ouvrages (de Démophile et de la Réponse) : pour les apprécier l'un et l'autre , il ne serait presque pas nécessaire d'en lire davantage. Toutefois , arrêtons-nous un instant à ce peu de mots : *Démophile se cache*. Quel crime y a-t-il de se cacher ? La force du raisonnement consiste-t-elle dans le nom d'un auteur quelconque , ou dans ses propres argumens ? L'auteur de *l'Imitation de Jésus-Christ* a-t-il moins fait un ouvrage immortel , parce qu'il *s'est caché et se cache* depuis des siècles ? N'en peut-on pas dire autant de nombre d'ouvrages excellens , qui passeront à la postérité , et dont le nom des auteurs , à cause de leur modestie , est resté inconnu ? Par contre , les Voltaire , les Piron , les Volnay , dans les temps modernes ; les Celse , les Julien , dans les temps anciens , ont apposé leurs noms à leurs écrits et se sont fait gloire de leur impudence : leurs ouvrages en ont-ils été meilleurs ? Tous les lecteurs disent non.

La Réponse ajoute , que *les véritables amis du peuple ne craignent pas de dire leur nom* , et cependant nous , qui prétendons l'être autant qu'eux , comme Démophile , avons craint de le faire ; s'ils veulent en connaître la raison , c'est que l'on a affaire à un libéralisme qui ne laisse d'autre perspective que la proscription et l'os-

tracisme à ceux qui ne pensent pas comme lui, qui fait subir le joug du sabre aux idées qui ne sont pas les siennes; qui poursuit, par des menaces et des traitemens tout au plus dignes des enfans du Caucase, ceux qui manifestent une opinion contraire. Sont-ce-là, leur dirons-nous à notre tour, *les mœurs suisses, les mœurs républicaines?* Venez encore nous parler liberté, de quel poids seront vos paroles? Ce mot sacré est profané par votre bouche, sali par votre plume.

Démophile vous dit qu'en souscrivant le pacte librement consenti par la Suisse nouvelle, vous consentez à l'anéantissement de votre liberté. Jules Muret, ancien landamman du canton de Vaud, l'a dit avant Démophile dans ses *Observations sur l'acte fédéral proposé*, en démontrant (page 7) que la liberté des Suisses y était complètement sacrifiée; que *les cantons* conservaient cette liberté pour *le mot*, et que *la confédération* s'en emparait pour *la chose*. G. H. de Seigneux, savant auteur du *Précis historique de la révolution du canton de Vaud*, l'a dit avec Démophile dans sa brochure *du Principe fédératif en Suisse*, en démontrant, dans son 1^{er} et 2^o chapitres, que « le projet d'acte fédéral » proposé *contrevenait* formellement aux bases » fondamentales de toute confédération suisse,

» qu'il n'offrait aucune garantie à l'indépendance
 » des cantons, qu'il paralysait leurs moyens particuliers de défense, et qu'il les constituait
 » dans une sorte de vasselage militaire, administratif et judiciaire. » Le conseil-d'état du canton de Vaud, dans son préavis de février 1833, l'a dit avant Démophile, en démontrant (depuis la pag. 106 de ce rapport jusqu'à la pag. 112) que le nouveau pacte établissait *deux gouvernemens*, un fédéral, l'autre cantonal, *avec des attributions plus ou moins communes et indistinctes*; que ces deux gouvernemens *s'entre-choqueraient* sans cesse, *se paralyseraient*, et que *l'un d'eux* (le fédéral) *finirait par absorber l'autre complètement*. Le docteur Miéville, dans son discours en séance du grand-conseil du canton de Vaud, le 4 juillet 1833, n'était pas d'un avis contraire à Démophile, en disant que le *projet d'acte fédéral réduisait les cantons à la condition de simples provinces dépendantes d'un pouvoir presque monarchique*, etc. etc., et mille autres qu'il serait trop long de citer.

Vous consentez à l'anéantissement de votre religion : oui, et Démophile n'est pas le seul à l'affirmer. Le grand-conseil du canton du Tessin en a développé les motifs ainsi que nous le verrons plus tard : le canton de Zug a tenu le même langage. Du reste, l'article 5 du premier projet

d'acte fédéral est positif dans ses conséquences ; il ne parle pas de religion , il est vrai , mais notre constitution , établissant le pouvoir fédéral juge des différends qui peuvent s'élever sur les articles concernant les droits et les libertés du peuple , aussi bien que les attributions des autorités , ce pouvoir fédéral devient par-là même juge des différends qui peuvent survenir sur le premier comme sur tous les autres articles de notre constitution. Voilà donc une autorité laïque et semi - protestante , établie juge pour les affaires religieuses comme pour les affaires politiques , et voilà aussi , par conséquent , *l'anéantissement de la religion*.

Vous consentez à l'anéantissement de vos biens : c'est encore M. Muret qui l'a dit pages 5 et 6 , ainsi que dans tout le reste de son ouvrage , en énumérant , de même que le conseil-d'état du canton de Vaud dans son préavis , les pouvoirs régaliens et les principales ressources de chaque canton dont le pouvoir fédéral s'emparait , afin d'avoir , comme le disait M. Nicole en séance du grand-conseil du canton de Vaud , de quoi payer de gros traitemens à ses proconsuls , qui se promèneront d'un canton à l'autre , pour y dépêcer les constitutions et les juger . C'est enfin la Suisse entière qui l'a dit comme Démophile , puisque tous les cantons ont demandé des ré-

formes à ce sujet, bien persuadés de l'énorme budget, quasi-royal et monarchique, que nos hommes du juste-milieu, avides d'or et de places, voulaient établir aux dépens de la bourse du peuple suisse. Si les *argumens* de Démophile *sont des injures, ses raisons des calomnies, son but de tromper*, il est heureux et très-heureux de partager ces complimens polis avec tous les hommes les plus éclairés, les plus désintéressés, les plus instruits de la Suisse, et, nous pouvons le dire, avec la Suisse entière, qui a rejeté le pacte dont on voulait la doter.

Quant à nous, dites-vous, sachez qui nous sommes. Certes, quelle prétention ! On dirait que vous êtes le grand sultan, qui fait annoncer son arrivée pour présider le divan ! Quand nous saurons qui vous êtes, faudra-t-il nous taire ? Dans ce cas, il fallait placer vos noms à la tête de l'ouvrage et non à la fin ; pour lors, inclinant nos têtes devant votre hauteesse septuple, nous nous serions tus. Mais, en lisant votre brochure, loin de nous intimider, nous avons senti notre courage se ranimer, et en disant que les argumens de Démophile étaient *des paroles de Baalam*, vous nous avez mis à même de penser que les paroles de votre Réponse pouvaient bien être de son ânesse. *Unicuique suum.*

Nous vous disons : L'union fait la force ; fort

bien, Démophile le dit aussi. Pourquoi donc venez-vous diviser, donner main-forte aux brouillons de la Suisse, et jeter par votre nouveau pacte la pomme de discorde au milieu d'une nation unie, libre et heureuse? On le devine aisément, vous passez sous silence la devise qui vous est commune avec tous ceux qui sont avides de pouvoirs : *Divide et regna.*

Ils étaient trois au Gruttl, nous sommes vingt-deux en 1833; puisse-t-il n'en pas manquer un seul, quand il s'agira de sceller de nouveau le lien fédéral! Votre calcul est faux du tout au tout. L'année a douze mois : vos vingt-deux en 1833 sont additionnés trop tôt. Les événemens ont démontré qu'en 1833 vous étiez vingt-deux, moins vingt-deux : la raison en est que, contre vos vœux, loin de *n'en pas manquer un seul quand il s'agira de sceller de nouveau le lien fédéral*, au contraire, il ne s'en est pas trouvé *un seul* pour le *sceller*, pour l'approuver, pour l'adopter. Le pacte de Lucerne est tombé à Zurich, et le pacte de Zurich a également expiré dans cette ville. Ces deux coups de mort lui sont donnés en 1833 par la Suisse entière, et c'est après de tels événemens que vous venez dire au peuple du Valais : *Concitoyens! écoutez nos paroles, elles ne tendent qu'à vous éclairer.* En vérité, des administrés sont bien à

plaindre , quand ils sont conduits par de tels éclaireurs.

En voilà assez sur quelques mots de la préface. La brochure entière offrirait, presque à chaque ligne, le même sujet de critique à quiconque aurait le temps et le loisir de s'en occuper, mais il n'en vaut pas la peine : partout on ne trouve que déclamations d'orgueil et des prétentions ridicules opposées à des raisons fondées et solides. Pour les faire paraître dans tout leur jour, Démophile n'aurait qu'à faire réimprimer textuellement son ouvrage et mettre la Réponse en regard : le lecteur le moins judicieux serait alors à même de juger que la magistrature septuple a non-seulement fait une réponse sans réponse, mais encore que la cause qu'elle a entrepris de défendre est devenue moindre qu'auparavant, selon l'expression d'un poète ancien, passée en proverbe : *Causa patrocínio non bona pejor erit.*

Dès le commencement de l'ouvrage, on ose avancer que les *puissances alliées*, en donnant à la Suisse le pacte de 1815, furent *surprises et trompées sur le véritable état des esprits en Suisse*. D'après une telle assertion, nous appliquerons aux auteurs de la Réponse les paroles qu'ils adressent à Démophile ; savoir, que dès leur *début*, ils ne font pas preuve que l'histoire

de la Suisse leur soit bien familière. Jetons un coup-d'œil rapide sur les diverses constitutions qui se sont succédées en Suisse, depuis 1798 jusqu'à 1815 : examinons quels en ont été les résultats, et nous verrons alors si la religion des puissances alliées a été surprise, et si ces puissances ont été trompées sur le véritable état des esprits en Suisse. Voici comment s'exprime, à cet égard, un de nos plus illustres écrivains :

« A l'époque où la tourmente révolutionnaire
 » agitait et renversait tout en France, ce fléau
 » destructeur vint aussi envahir l'antique Helvétie et détruire toutes ses anciennes institutions.
 » Alors les agents du directoire de France, soutenus par quatre-vingt mille baïonnettes, importèrent en Suisse une constitution *unitaire* qui selon ses auteurs devait réaliser l'idéal le plus parfait de la liberté et du bonheur.

» L'invasion de la Suisse avait eu lieu en janvier 1798, et déjà en 1799 la guerre civile ajoutait ses désolations à celles de la présence d'une armée étrangère et dévastatrice. Déjà de violentes insurrections, excitées par le désespoir, surgissaient partout avec une violence extrême ; les populations se soulevaient contre la constitution *unitaire* pour défendre leur indépendance et leur liberté. On entendait même déjà, dans les conseils de cette république à peine née, des

» membres qui se prononçaient énergiquement
 » contre elle; car il y siégeait un plus grand
 » nombre de véritables Suisses que de mauvais
 » citoyens. A la fin de 1799 l'opposition contre
 » ces derniers devint si violente qu'ils durent
 » céder le pouvoir qu'ils avaient usurpé et aban-
 » donner la chose publique. Alors, pour satis-
 » faire au cri de la nation, on s'occupa à modifier
 » la constitution *unitaire*, afin de la rapprocher
 » davantage de l'ancien ordre de choses.

» Ce fut le 5 juillet 1800 que le Sénat helvé-
 » tique parvint à en présenter au grand-conseil
 » une autre que celle du tribun *Ochs*. Elle offrait
 » déjà bien des améliorations, mais elle était
 » encore beaucoup trop *unitaire*; elle ne ren-
 » trait pas assez dans les habitudes et les besoins
 » réels de la nation. En conséquence elle fut
 » aussi repoussée. — Le Sénat dut alors recom-
 » mencer un nouveau travail, et composer une
 » *troisième* constitution moins unitaire que la
 » seconde et plus en harmonie avec les anciennes
 » institutions.

» Cette *troisième* constitution fut soumise le
 » 29 mai 1801 à l'acceptation de la nation. Ses
 » bases reposaient sur *un pouvoir central* et sur
 » *un pouvoir cantonal*.

» Le premier était exercé par une diète de
 » soixante-dix-sept membres et *un sénat* de

» vingt-cinq, dans lequel se prenait *un petit-*
 » *conseil* de cinq membres chargé des départe-
 » mens de *l'extérieur, de l'intérieur, de la jus-*
 » *tice, des finances et de la guerre.*

» Ce *troisième* projet fut mieux accueilli que
 » les précédens par les anciens cantons, mais il
 » fut moins favorablement reçu par les hommes
 » de la révolution, dont il heurtait trop directe-
 » ment les principes. Ce projet devait être mis
 » à exécution le 1.^{er} janvier 1802 ; mais étant
 » en butte dans les conseils à un parti très-fort
 » et très-actif, il fut culbuté par *un coup d'état*
 » inattendu et adroitement dirigé. Le parti qui
 » eut le dessus dans cette occasion, et qu'on peut
 » à juste titre nommer *anti-national*, s'étant
 » arbitrairement emparé du pouvoir, réclama
 » immédiatement la puissante protection de Bo-
 » naparte, en lui soumettant un *quatrième* pro-
 » jet qui obtint son approbation. Alors une assem-
 » blée de notables, pris dans tous les cantons,
 » l'ayant accepté à l'unanimité le 19 mai 1802,
 » il fut offert *sans discussion* aux votes indivi-
 » duels de la nation ; et le dépouillement de ces
 » votes ayant produit une majorité, ce dernier
 » projet fut déclaré loi de l'état dans toute la
 » république par la proclamation du 26 mai
 » 1802, signée *Ruttiman*, président, et *Mousson*,
 » secrétaire en chef.

» Il semblait qu'on avait enfin réalisé tout ce
 » qui pouvait dans les circonstances du moment
 » calmer les esprits , satisfaire les espérances et
 » rétablir l'ordre. En effet, cette constitution
 » avait été mûrement discutée et sagement com-
 » binée. Elle avait été acceptée par la majorité
 » apparente de la nation et approuvée par Bo-
 » naparte. Tout se réunissait donc pour inspirer
 » en elle un grande confiance. — Cependant telle
 » était la répugnance de la nation contre toute
 » espèce de centralisation des pouvoirs , qu'à
 » peine cette *quatrième* constitution fut organi-
 » sée dans quelques nouveaux cantons , que déjà
 » elle était si énergiquement repoussée par les
 » anciens états , qu'on prévoyait un nouvel orage
 » dont l'explosion ne se fit pas long - temps
 » attendre.

» Car, aussitôt qu'en vertu de l'article 11 du
 » traité de Lunéville, les troupes françaises eu-
 » rent évacué le territoire suisse, on vit de toute
 » part et spontanément le peuple prendre les
 » armes pour se soustraire à un ordre de choses
 » qu'il détestait, et se redonner une constitu-
 » tion plus en rapport avec ses mœurs et ses
 » besoins.

» Ces nouveaux confédérés, dont le nombre
 » s'augmentait à chaque pas, entrèrent inopiné-
 » ment à Berne et s'en emparèrent sans coup

» férir, après avoir mis en fuite le gouverne-
 » ment de la république *une et indivisible*.

» Une joie générale avait électrisé tous les
 » cœurs. On se croyait arrivé au terme des hu-
 » miliations et à la veille de former un congrès
 » national à Schwytz, lorsque le général Rapp
 » vint, de la part du Premier Consul, paralyser
 » cet élan vraiment patriotique et renverser tou-
 » tes les espérances conçues, en sommant la
 » Suisse, sous peine *d'une complète destruction*,
 » de mettre bas les armes et d'envoyer à Paris
 » des députés pour y recevoir une constitution
 » selon les vues politiques de Bonaparte.

» Tel fut le résultat où vinrent aboutir tous
 » ces rêves de républiques *Lémanique, Roda-*
 » *nique, Helvétique* et toutes ces constitutions
 » une et indivisible! C'est à ce résultat que devait
 » servir tant de sang répandu, tant de trésors
 » dilapidés, tant de greniers pillés, tant d'arse-
 » naux enlevés! tant de misères, tant de souf-
 » frances et la perte de l'ancienne liberté!

» Il fallut subir la loi du plus fort, et entendre
 » ces humiliantes paroles que Bonaparte adressa
 » aux représentans de la Suisse en prenant congé
 » d'eux: « Ma médiation est pour vous ce qu'un
 » gouvernail est à un vaisseau en danger de
 » naufrage; ne l'abandonnez pas, autrement il
 » ne me restera que de contenir la Suisse par

» *les armes ou de la réunir à la France.* »

» Ainsi parlait en 1803 le tout-puissant Napoléon ! Cependant, il faut en convenir, toutes les factions agitatrices ayant été comprimées par son irrésistible volonté, la Suisse sous l'acte de médiation fut, pendant dix ans, aussi heureuse et aussi tranquille qu'elle pouvait l'être à cette époque. Les passions se calmèrent et toutes les populations rentrèrent dans l'ordre à l'exception de quelques mouvemens insurrectionnels qui eurent lieu dans le Tessin et dans les communes riveraines de Zurich. Mais ils furent promptement étouffés par quelques bataillons de milices qu'on fit sur-le-champ marcher contre les communes rebelles pour punir les principaux coupables.

» La tranquillité rendue à la Suisse par la médiation de Bonaparte dura jusqu'à la chute de ce grand homme et jusqu'au retour des Bourbons en France. Mais alors l'acte de médiation ayant été abandonné et dissous avant d'avoir été remplacé par un autre pacte fédéral, les anciens états de la confédération livrés à eux-mêmes crurent pouvoir revendiquer tous leurs droits sur les nouveaux cantons, mais ceux-ci ne voulurent point admettre de semblables prétentions. Alors des fermens de haine et d'animosité éclatèrent avec violence et ne

» purent être étouffés que par la bienveillante
 » intervention des hautes puissances alliées. Le
 » pacte fédéral de 1815, qui en fut le résultat,
 » rendit à la Suisse la paix, le bonheur, et fut
 » incontestablement le meilleur de tous ceux qui
 » s'étaient succédés depuis 1798 : et cela, parce
 » qu'en rentrant dans le principe primitif de la
 » confédération, et en rendant à chaque canton
 » une représentation égale en diète, il conciliait
 » habilement les intérêts compliqués qui divi-
 » saient les Suisses, et, par d'heureuses combi-
 » naisons, créait entr'eux des élémens d'union
 » et de prospérité inconnus auparavant; enfin
 » parce qu'il sut allier et satisfaire également les
 » intérêts cantonaux et les liens fédéraux.

» Tous ces puissans motifs pour accueillir ce
 » pacte favorablement ne furent pas cependant
 » les seuls qui méritèrent aux puissances média-
 » trices la reconnaissance des divers états de la
 » Suisse; car n'ayant pas pu engager, en 1813,
 » les anciens cantons à faire cause commune avec
 » elles pour entrer en France, rien ne les empê-
 » chait en 1814, lorsqu'elles revinrent victo-
 » rieuses, de dicter arbitrairement la loi, comme
 » Bonaparte l'avait fait en 1803. Mais, bien loin
 » de se prévaloir des droits de la victoire, elles
 » traitèrent la Suisse de la manière la plus ma-
 » gnanime, en consolidant l'indépendance des

» nouveaux cantons, en dotant ceux de Berne
 » et de Genève de plusieurs territoires impor-
 » tans pour la Suisse, en procurant d'équitables
 » indemnités aux petits cantons qui avaient si
 » cruellement souffert pour la défense de la
 » bonne cause sous la république *une et indivi-*
 » *sible*, en réunissant à la confédération les
 » états du Valais, de Genève et de Neuchâtel ;
 » enfin en assurant la paix et la neutralité de la
 » Suisse par la garantie de son indépendance et
 » de son pacte.

» Cette noble et belle conduite des puissances
 » alliées, qui contraste si fortement avec celle
 » du directoire de France et celle de Bonaparte,
 » a valu à la Suisse, avec une paix de quinze ans,
 » une tranquillité, une union entre ses membres,
 » et une prospérité sans exemple. Car jamais
 » l'industrie agricole ou commerciale ne s'est
 » développée avec autant d'activité et de succès
 » que pendant cette époque ; jamais les gouver-
 » nemens n'ont été plus justes ni plus paternels,
 » jamais la liberté individuelle n'a été plus éten-
 » due ni plus respectée, et jamais le peuple ne
 » se trouva plus heureux (1). »

Ainsi, c'est donc à ces mêmes puissances alliées
 à qui le Valais en particulier, après avoir été

(1) M. de Seigneux, *du Principe fédératif*.

isolé de la république helvétique en 1802, et incorporé à l'empire français en 1811, doit l'insigne faveur d'avoir été mis au nombre des 22 cantons suisses : convenons, que si *la religion des puissances alliées a été surprise et trompée*, du moins, pour ce qui nous concerne, c'était une heureuse surprise et une erreur bien avantageuse.

La Réponse accuse Démophile d'être l'ennemi de tout perfectionnement : écrivain perfide, Démophile sait aussi bien que vous que *le progrès est une loi pour le monde moral, que les intelligences sont appelées à se développer* : il est loin de penser à *retenir la société emmaillotée dans les langes d'une éternelle enfance*, et sans avoir en tête un bonnet de pédagogue, quoiqu'il n'ait pas fait marcher les lumières la fêrule en main, il n'a pas vieilli sans avoir travaillé à éclairer ses concitoyens. On sait que la raison que vous alléguiez pour justifier les nouveaux systèmes en politique, est le progrès des lumières et la nécessité d'élever la société au niveau des connaissances actuelles. Mais, traduisez ces mots par *les progrès de l'orgueil et de la cupidité, et la nécessité d'avoir des places et de l'argent*, et vous vous y reconnaitrez.

Il est curieux de savoir sur quoi se base l'auteur de la Réponse, pour dire que *l'histoire de la*

Suisse n'est pas *familière* à Démophile : sur ce que, d'après lui, il n'a pas connu les menées des *frères* et *amis* dans le canton en 1831 : en vérité, il faudrait avoir sa lorgnette et être dans ses secrets pour y voir ; mais sous peu, lorsqu'il aura mis au jour l'histoire du Valais, Démophile ne sera plus si ignorant, et tout en attendant avec impatience ces lumières, il prie Monsieur l'historien de vouloir lui indiquer quel est le *despotisme* qu'il voit *échapper* dans notre pays ! Homme de déception, veuillez bien ajouter encore, quel est le peuple suisse qui se trouve beaucoup mieux qu'avant sa régénération politique ? Mais remarquez que mon peuple n'est pas le vôtre ; je parle, moi, du peuple occupé et non du peuple oisif qui veut faire le peuple occupé souverain malgré lui, pour gouverner sous son nom et vivre à ses dépens. Vous dites aussi fort haut, que *l'aristocratie suisse a reçu le coup de mort*, et moi, en vous répondant qu'une aristocratie riche a fait place à une aristocratie pauvre, affamée de revenus, je vous demanderai tout bas, laquelle des deux est préférable pour le peuple : le renard l'a dit au hérisson dans La Fontaine.

On les touche au vif, Messieurs les signataires, lorsqu'on parle des intrigues de nos meneurs avec les *frères* et *amis* de Genève et de

Lansane, ils se fâchent tout rouges, ils traitent d'*écrivain déhonté, d'insensé et de perfide, de calomniateur* : rien de plus facile. On demande où on a vu les agens de la propagande, à qui ils se sont adressés, ce qu'ils ont dit, ce qu'ils ont fait ? Demandez toutes ces réponses à Monsieur le président, et en vous communiquant sa correspondance, vous verrez tout au grand jour et vous serez alors à même, si bon vous semble, dans l'intérêt de votre sainte cause, de publier un volume *in-folio* de *Pièces justificatives*.

Il faut vraiment s'être déterminé à se moquer, à se jouer de ses lecteurs pour oser insinuer que Démophile a accusé les magistrats du peuple Bas-Valaisan d'être les auteurs des troubles de 1831 : chaussez donc vos bésicles, pénétrant et surtout véridique écrivain, et vous verrez que, malgré vos lumières, vous n'y avez rien vu. Je ne dissimulerai point cependant que quand je cherche les causes de quelque effet je tâche de remonter à la cause première, et ici je la trouve dans un petit nombre d'ambitieux, députés à la diète ; qui trompèrent les Hauts-Valaisans sur le véritable état des esprits dans le Bas-Valais.

Quel dévergondage ne faut-il pas, pour dire que Démophile a transformé le conseil-d'état en un corps de francs-maçons et les membres de la

diète en *intrumens de girouettes*? pour un aussi gros mensonge il a bien fallu faire concevoir les cavales de l'Égypte au hennissement des chevaux de Babylone ; car la conception d'une aussi révoltante calomnie ne pouvait sortir que du siège de Satan. Qu'on juge par ces échantillons de la bonne foi du redresseur de torts et de la confiance que nous pouvons donner à ses paroles ! Mais ce n'est pas encore tout : pour pouvoir selon son goût barboter de plus en plus dans la boue et y pétrir ses argumens à son aise, il fait dire à son antagoniste *que le pacte ne veut point de religion, que les magistrats sont des tyranneaux, de vils vendeurs de citoyens libres, des marchands de chair humaine*. Et cependant rien de plus faux : il n'est question dans ces passages ni de pacte, ni de magistrats, mais enfin il fallait trouver quelques moyens d'évacuer sa bile ; et en voyant combien elle est noire et puante, on ne peut que se dire qu'il faut vraiment avoir eu des démêlés avec la police autrichienne et être épuisé de sermens à toutes les opinions pour être aussi pauvre en délicatesse et aussi riche en injures. C'est être en vérité fort libéral de mépris. Il faut qu'il en ait beaucoup recueilli dans ses aberrations politiques pour qu'il en ait tant à donner. Enfant prodigue, tu ferais mieux d'être plus économe de ton bien : et apprends

donc, une fois pour toutes, à ne pas dissiper ainsi à l'avenir ta substance inutilement ; que quand on s'est avili, on n'a plus le pouvoir d'avilir, et que l'honneur seul peut infliger le déshonneur.

C'est en passant à la question du pacte, qu'on remarque plus particulièrement la forte dose de fourberie que possède l'astucieux auteur, lorsqu'il s'agit de couvrir ses fautes du voile du mensonge. En nous répétant à chaque instant que c'est outrager la vérité de dire qu'il voulait *accepter le projet du nouvel acte fédéral tel qu'il était sorti des mains de ses rédacteurs*, croit-il donc nous faire oublier qu'il l'a dit lui-même, à Martigny, à des personnes qui se le rappellent fort bien et qui pourraient le prouver au besoin. Et d'ailleurs les harangues éternelles des pactistes à chaque pèlerin qu'ils rencontraient sur leur route, leurs propres paroles à leurs prosélytes, tout ne prouve-t-il pas assez qu'ils voudraient pour ceci comme pour le reste en imposer à leurs concitoyens et leur faire des contes à la cigogne?

Vous dites que Démophile, *habile à se tourner en tout sens, à saisir le faible de chacun, sut utiliser toutes les situations* pour soulever les esprits contre le pacte : Démophile n'a cherché à surprendre personne, mais, quant à vous, M. le rédacteur de la Réponse, nul ne vous conteste ce mérite, seulement l'on s'étonne que vil cau-

dataire de tous les partis, vous osiez dévoiler si hardiment votre *face hypocrite et cauteleuse*. Peut-être croyez-vous avoir acquis par-là quelque droit à la reconnaissance publique et avoir bien mérité de la patrie : je ne le crois pas. Oscillant comme le pendule de la lâcheté du devoir à l'égoïsme, et de l'égoïsme au devoir, vous ne pouvez penser à recueillir de ces vacillations odieuses que le *stigmat de la honte*, la haine et le mépris universel. Qui mieux que vous, Messieurs les meneurs, a su *saisir le faible de chacun*? Les excursions continuelles de vos missionnaires politiques déposent en votre faveur : toutes les pierres du pays rendent hommage à votre habileté. Partout on se rapelle vos prophéties : Conthey tremble encore de voir arriver les Autrichiens pour le soumettre ; l'Entremont n'est point revenu de sa frayeur et se croit à chaque instant réuni à la Savoie ; à Monthey et à Martigny, les violences et les troubles nocturnes, les menaces et les coups vous décernent à bien juste titre la couronne *civique* pour savoir si bien *utiliser toutes les situations*, et surtout comme protecteurs de la liberté publique. Démophile s'est contenté de parler, laissant à chacun son opinion, mais vous sûtes mieux faire, vous avez violenté l'opinion, voilà la différence.

Venons-en maintenant à la *protestation* des

Seize que la Réponse donne à ses lecteurs dans toute sa teneur. Une telle pièce est trop curieuse et trop extraordinaire pour ne pas être examinée avec quelque soin. C'est une chose inouïe qu'une faible minorité ose *protester d'une manière formelle* contre la décision d'une majorité imposante, émise légalement et ayant force de loi. Aussi Démophile a-t-il à bien juste titre appelé cet acte *un premier pas fait vers l'abîme* : aussi la diète en a-t-elle fait justice ; et, en rejetant la protestation comme illégale, comme inconstitutionnelle, en refusant de l'admettre dans son protocole, cette pièce ne se trouvait-elle pas, par-là même, flétrie et frappée de nullité tout-à-la-fois par l'autorité souveraine ?

D'après tous les dictionnaires de droit, *protester*, signifie appeler d'une autorité inférieure à une autorité supérieure : on ne peut donc protester contre *une décision* de l'autorité souveraine, puisqu'il n'y a point d'appel. La souveraineté, dit M. de Maistre, a des formes différentes sans doute, elle ne parle pas à Constantinople comme à Londres ; mais quand elle a parlé de part et d'autre à sa manière, le bill est sans appel comme le *F* et *fa*. Il en est de même dans l'ordre judiciaire ; il faut, en dernier résultat, en venir à une autorité qui juge et ne soit pas jugée. Que dirait-on de la minorité de

quatre juges, qui, au tribunal suprême, protesteraient formellement contre la sentence de neuf autres juges, qui forment une grande majorité, sous prétexte que selon leur *conviction* personnelle les intérêts des parties ont été mal compris et mal soignés ? On leur rirait au nez. Pourquoi ? Parce que la suprême autorité judiciaire, comme la suprême autorité législative, ne reconnaît et n'admet ni *protestation* ni appel, et que dans tous les gouvernemens, il faudra toujours un pouvoir auquel on ne puisse dire : vous avez erré. C'est cependant ce qu'ont dit les Seize dans leur protestation du 2 mars, et voilà par conséquent *un pas fait vers l'abîme*. Nos députés n'ont de pouvoir en diète que pour la discussion des objets qui y sont légalement proposés et pour émettre leur suffrage selon leur conscience, leur conviction personnelle et dans les intérêts de leurs commettans et du canton ; la discussion finie, le suffrage émis, le scrutin passé, la diète est close sur cet objet, et les députés, rentrant par le fait dans la classe ordinaire des citoyens, sont tenus de soumettre leur conviction individuelle aux convictions des députés de la majorité qui fait loi pour eux comme pour tous les autres administrés.

Pour autoriser une telle conduite, les Seize disent dans leur pièce, qu'ils ne pouvaient *s'abs-*

tenir de protester, sans crainte de trahir leur mandat ; et dans quel mandat, s'il vous plaît, l'obligation de protester contre les décisions de la majorité de la diète est-elle imposée à nos députés ? Il vous serait difficile de le produire, tandis que nous vous citerons au contraire un mandat qui n'est pas équivoqué là-dessus, et qui est la constitution elle-même, qui dit que les décisions de la diète souveraine se prennent à la majorité des suffrages, cela sans protestation et sans appel pour les députés comme pour les citoyens.

La magistrature qui a entrepris dans la Réponse de justifier une telle aberration n'est pas nouvelle dans ces sortes de prétentions : l'année dernière, le conseil du dixain de Monthey avait déjà protesté *contre le recrutement* pour le service de Rome, et, non content d'avoir donné l'exemple de l'insubordination, elle tenta encore de la fomenter dans les autres dixains, en leur envoyant copie de son acte de rebellion. Dans ces conjonctures pénibles le conseil-d'état n'hésita pas à réprover hautement une pareille conduite, et dans une lettre du 3 août 1832, adressée à tous les présidens de dixains, il s'exprimait en ces termes : « Le conseil du dixain de Monthey » a pris, au sujet du vote de la diète sur l'ouverture du recrutement au service du St.-Siège,

» une délibération qui vous étonnera certaine-
 » ment autant qu'elle nous a surpris et peiné. Si
 » chaque dixain pouvait se constituer juge des
 » actes de l'assemblée souveraine, tout serait
 » livré chez nous à l'arbitraire. La maxime que
 » le conseil du dixain de Monthey proclame,
 » saperait le principe vital des gouvernemens
 » républicains, détruirait la base de l'ordre et
 » de la tranquillité dont a joui jusqu'ici notre
 » patrie.....

» La diète a parlé: que ce soit à *l'unanimité*
 » ou seulement à la *majorité* des votes, peu im-
 » porte, ses décisions commandent le même
 » respect; devant elle, doit se taire toute oppo-
 » sition (et par-là même toute protestation). Si
 » on oubliait ce principe, on romprait le lien so-
 » cial, la confusion, le désordre serait jeté dans
 » la famille, c'en serait bientôt fait de son exis-
 » tence. » Voilà une excellente leçon, dans un
 cas parfaitement semblable à celui qui est en ques-
 tion, pour ne pas dire pire encore. Il paraît que
 les signataires de la Réponse l'avaient déjà ou-
 bliée, il était bien temps de la leur rappeler.

De ce peu de considérations que nous venons
 de développer, il est facile de conclure que dans
 une assemblée souveraine, la minorité qui pro-
 teste contre la majorité se trouve en pareil cas
 hors de l'ordre légal, et que pour rester dans la

ligne du devoir, elle doit se taire ainsi que ses commettans, et savoir que ses convictions individuelles n'ont aucune portée en présence de la majorité, qui seule, à la teneur du droit reçu dans tous les pays civilisés, est sensée avoir exclusivement de son côté, et la saine raison, et la vérité: *majors pars præsumitur sanior.*

En voilà bien assez pour le principe : voyons maintenant les raisons sur lesquelles se sont fondés les Seize pour le violer : parce que la diète a refusé de prendre *connaissance du projet d'acte fédéral* qui n'était en effet, comme ils le disent, qu'un projet, et qu'on était par-là même en droit d'examiner ou de ne pas examiner, de discuter ou de ne pas discuter, ils l'accusent hautement d'un *manque complet d'égards envers la commission* du pacte, et ces scrupuleux observateurs des convenances ne redoutent point un *manque complet d'égards* envers la souveraineté cantonale. Il faut premièrement observer les égards envers ceux à qui on les doit par justice, avant de les remplir là où il n'y a pas même de convenances. On qualifie la décision de la diète de *déplorable, dans le cas plus que probable que la majorité des cantons donnerait suite à la révision*. Quelle accusation plus grave peut-on porter contre une assemblée souveraine, que de traiter ses décisions de *déplorables* et de *fa-*

cheuses ? Ne faudrait-il pas pour cela des raisons plus qu'évidentes ? Et cependant la protestation des Seize ne s'appuie que sur des probabilités ! On la qualifie de déplorable , en ce qu'elle est le prélude d'une scission envers nos chers confédérés : vous étiez dans l'erreur , elle a été au contraire le prélude de la volonté de bien d'autres cantons comme de la conservation du pacte, qui a fait depuis 1815 le bonheur de la Suisse entière et qui le fera encore long-temps comme nous l'espérons. On la qualifie de déplorable en ce qu'elle place le Valais dans l'impuissance de signaler le vœu et le besoin de ses ressortissans contre des dispositions auxquelles, dans la suite, il serait peut-être obligé d'adhérer sans restriction. Voilà donc une grave accusation, répétée pour la troisième fois sur des peut-être , sur des préludes , sur des probabilités. Quel oubli de devoirs ! Quel manque complet d'égards et de convenances ! Heureusement que vos paroles ont subi le sort de votre cause : les événemens ont mis au jour vos fausses prophéties , et vos commettans savent maintenant à quoi s'en tenir sur vos protestations et sur vos déclamations illégales.

C'est avec des préludes , des si , des probabilités , des peut-être qu'on a osé présenter une décision souveraine comme pouvant compromettre sans retour et notre indépendance et notre

nationalité et tous les intérêts les plus chers de la patrie ! Quand dans une république les premiers magistrats d'un dixain se permettent de faire imprimer et publier de semblables choses contre l'autorité souveraine, qui ne s'est écartée en rien des lois fondamentales du pays, on ne peut s'empêcher de s'écrier avec Cicéron : *O Dii immortales, ubinam gentium sumus !* Quelle confiance doit avoir le peuple valaisan en une diète qui *peut compromettre sans retour* et son *indépendance* et sa *nationalité*, et cela de fait par une seule *détermination*, par une seule *décision* et dans une seule séance ? Qu'a-t-il cependant de plus à cœur que *les plus chers intérêts de la patrie* ? Que doit-il faire pour les défendre ? Quelles mesures doit-il prendre pour détourner, selon la protestation des Seize, les *funestes conséquences* d'une *décision* souveraine trois fois *déplorable* ?

Les 221 de la chambre des députés à Paris, ont aussi protesté contre les ordonnances des ministres de Charles X, en déclarant qu'ils *croyaient*, ainsi que nos Seize, que ces ordonnances compromettaient l'indépendance et la nationalité de la France; et si nous n'avons pas eu à notre tour *trois glorieuses journées*, si la majorité des députés de notre diète n'a pas subi le même sort que les ministres de Charles X,

c'est que le peuple valaisan n'a pas cru comme le peuple parisien au danger de son indépendance, ni de sa nationalité, et que la conviction des Seize était loin d'être la sienne. Mais par une telle *protestation* imprimée, publiée et répandue, ce n'était pas moins, quoiqu'indirectement, exciter le peuple à la résistance aux décisions de l'autorité souveraine : cas prévu et punissable de l'amende et de la prison, à la teneur de la loi du 1.^{er} décembre 1803.

On objectera peut-être que les Seize en disant : *Nous croyons que la décision de la diète peut compromettre sans retour notre indépendance*, n'ont fait qu'exprimer leur propre conviction ; une telle objection nous donne gain de cause : nous avons déjà dit que cette protestation était basée sur des *si*, sur des *peut-être*, sur des *probabilités*, en un mot, sur des *riens*. Or, quand on demande *Dieu à témoin* d'une *conviction profonde*, on ne peut asseoir une telle *conviction* sur de telles bases, ce serait leur faire injure. S'ils avaient une *profonde conviction*, elle ne pouvait pas être basée sur des *riens* ; s'ils étaient basés sur des *riens*, ils ne pouvaient pas avoir une *profonde conviction*. En conséquence, ou l'objection tombe d'elle-même, ou il faut voir, dans leur protestation, quelque chose de plus que leur *profonde croyance*, quelque chose

de plus qu'une simple possibilité des funestes événemens qu'ils prophétisent si maladroitement. Durant les discussions de la diète, ainsi que nous l'avons déjà observé, que la minorité *croie* tout ce qu'elle voudra, et *prophétise* tout ce qu'il lui plaira, alors, elle est dans ses droits; mais elle en sort en protestant contre la majorité et, en portant ses *croyances*, ses *prophéties*, ses *convictions profondes* devant les masses, c'est inviter ces masses à être juges des discussions qui ne sont que de la compétence du premier corps de l'état. C'est, comme le dit Montesquieu, corrompre le principe de la démocratie et provoquer le peuple à se défier du pouvoir qu'il a établi.

On objectera encore que les Seize n'ont protesté qu'afin de n'être pas *solidaires*, et *rejeter toute la responsabilité sur les auteurs* de la décision souveraine : prétexte aussi futile qu'illusoire. Il n'existe pas deux diètes, une de *majorité*, une de minorité. Il n'y a qu'une diète, comme il ne peut y avoir qu'une responsabilité : celui qui se refuse de la partager, doit se refuser d'en être membre. Les opinions des députés peuvent être diverses, une décision quelconque de la diète n'est qu'une, et tous les suffrages y concourent également, qu'ils soient affirmatifs ou négatifs. Il en est pour la confection des lois,

comme pour l'élection aux emplois qui sont de la compétence de la diète, et il n'est pas plus permis de rejeter la responsabilité sur la majorité des députés, pour une mauvaise loi, que pour une élection fâcheuse. Dans l'un et l'autre cas, la diète entière est responsable; autrement, il faudrait admettre chez nous la publicité des discussions, la publicité des séances et la publicité de tous les scrutins de la diète, ce qui n'est pas encore admis; voilà, nous n'en doutons pas, les raisons pour lesquelles la diète a fait à cette protestation l'honneur qu'elle méritait.

Voilà l'acte, dit la Réponse, *que tous les conseils de dixains du Bas-Valais ont ratifié et corroboré*. Cette ratification des dixains du Bas-Valais, si elle était vraie, ne serait qu'une infraction de plus à l'ordre légal. Les relations du *referendum* ne peuvent s'établir entre quelques députés de la diète et quelques dixains, mais entre la diète du pays et tous les dixains du canton. Des députés isolés, qui font sanctionner leurs oppositions à des dixains isolés, ne sont qu'une répétition de la même erreur de principe, qui ne fait que changer de scène, mais qui ne change pas de nature. D'après l'échelle graduelle des pouvoirs établis dans notre canton, la minorité des dixains n'a pas plus de droit de protester contre la majorité des dixains, que la minorité des dé-

putés n'a le droit de protester contre la majorité de la diète : il en est de même pour les communes. En conséquence, la protestation des Seize, serait-elle sanctionnée et corroborée tout à la fois, et par leurs dixains, et par les communes, et par le peuple même, ne pourrait jamais devenir légale, parce que c'est toujours le même principe de minorité qui proteste contre la majorité ; c'est toujours dans un gouvernement démocratique, comme dans tout autre gouvernement, le même principe de désordre et d'anarchie, qui proteste contre le principe vital d'unité et de stabilité sociale.

Les conseils de quelques dixains sont non-seulement *sortis du terrain de la légalité* en sanctionnant la protestation illégale des Seize, mais encore en s'occupant isolément de la question du pacte. C'est ici avec bien d'autres une erreur lourde de la Réponse, qui dit gravement à ses lecteurs, qu'on ne trouve point, *dans la constitution du Valais, la défense aux conseils de dixains de s'occuper de questions qui touchent de si près aux intérêts de tous, telles que celles de la révision du pacte*. Singulière manière de raisonner, si les conseils de dixains ont tous les pouvoirs dont la constitution ne parle pas, et qu'elle n'interdit pas, ils seraient plus puissans que le grand sultan ; car ce souverain,

tout despote qu'il soit, est loin de s'attribuer tous les pouvoirs que l'Alcoran ne lui interdit pas; il sait qu'outre le code de Mahomet, il y a encore le droit naturel et le droit divin qui limitent sa puissance. Nos nouveaux Lycurques croient pouvoir définir la puissance des conseils de dixains comme on définit la liberté des citoyens. Il est vrai que la liberté des citoyens consiste dans le droit de faire tout ce que la loi ne défend pas; mais on ne peut pas dire qu'il en soit ainsi des pouvoirs des magistrats : leurs pouvoirs sont limités et ne s'étendent qu'à ceux que la constitution leur donne et nullement à ceux dont elle ne fait aucune défense : autrement la chose irait loin. La constitution a tracé clairement les pouvoirs des conseils de dixains : à part la sanction des lois, ils n'ont d'autre mission que celle de *régler les affaires qui concernent le dixain* en particulier, et nullement de s'occuper individuellement de celles qui concernent l'intérêt général. Des affaires particulières aux affaires générales, telles que celles de la révision du pacte, il y a une immense distance et une immense différence, la même que celle qui existe entre la partie et le tout. De ce que les dixains peuvent régler les affaires particulières de leur territoire, n'y a-t-il pas de la folie d'en conclure qu'ils peuvent également s'occuper individuel-

lement des affaires générales? Telle est cependant la logique des signataires de la Réponse: n'est-elle pas digne, disons-le tout bas, d'un sophiste ou d'un charlatan?

C'est en suivant une telle logique qu'on a arrêté la conférence de Martigny: une erreur conduisait dans une autre erreur, un abîme dans un autre abîme. C'était une diète en opposition à la diète du canton. Qu'a-t-on dit pour la justifier? pas un mot, sauf des déclamations hors de sujet et étrangères à la question, et, pour s'en convaincre, lisez la Réponse, pag. 32 et 33! Ce n'est sans doute pas leur faute, c'est celle de la cause qu'ils défendent. En revanche, les signataires s'en sont dédommagés en enchérissant sur les termes inconvenans de la protestation des Seize; et, tout en déclarant que la décision contre laquelle on avait protesté, n'était qu'une *aberration ridicule*, on ajoute qu'elle *répugnait au sens commun*, c'est-à-dire, qu'on y fait l'honneur à nos législateurs de les mettre au nombre des insensés. N'est-ce pas ici faire preuve de modération et observer tous les égards qui sont dus à la souveraineté du canton? Sans doute que le *sens commun* avait déserté la majorité en diète, pour venir se loger exclusivement dans la minorité des Seize: il faut le croire sur la parole des signataires de la Réponse. N'est-ce pas

ici le cas de leur appliquer ces propres paroles de leur brochure, et de dire d'eux, qu'ils *diffament les magistrats du pays, et qu'en appelant le mépris et la haine, ils provoquent à la désobéissance, au désordre, et conséquemment à l'anarchie ; car, ébranler la confiance du peuple dans ses chefs, c'est énerver l'autorité publique, c'est mettre le pouvoir dans l'impossibilité de faire le bien et d'empêcher le mal.*

Après nous avoir dit que *le royaume de Dieu n'est pas de ce monde*, article de foi de nos libéraux, car ils ne s'occupent guères ni de sa gloire, ni de sa religion ; leur apologiste sollicite les prêtres d'*adjoindre à leur noble mission, celle de défendre avec lui la cause sacrée de la liberté selon Dieu et selon sa loi.* En défendant la liberté, les ministres de la religion n'adjoindront rien à leur mission ; ils rempliront leur devoir, et rien de plus consolant pour eux que de trouver des sentinelles pour veiller à sa sûreté dans toutes les classes de la société. Mais le clergé a bien des réflexions à faire, avant de se joindre à ces ouvriers inconnus, et l'avenir est trop sérieux, et aura peut-être prochainement des conséquences qui touchent de trop près aux intérêts de l'église, pour qu'un prêtre ne s'occupe pas avec une vive sollicitude des devoirs qu'il a à remplir au milieu de tout ce qui se fait

et de tout ce qui se prépare.... Parmi bien d'autres obligations, il voit qu'il est de son devoir de dévoiler, de mettre au grand jour le langage, les intentions et les actes de nos Jacobins, et de ne pas oublier que les libertés qu'ils vantent tant, aboutissent pour la religion à l'impiété, et pour les peuples à la servitude. Loin de vous faire illusion sur les circonstances présentes, loin de vous endormir dans une mortelle sécurité, réveillez-vous, prêtres du Seigneur, car, c'est à vous à annoncer au peuple les malheurs qui le menacent; mettez-le en garde contre tous les projets des méchants : c'est là votre devoir le plus sacré, et malheur, vous dit Isaïe, si vous vous taisez : malheur à vous, si, placés pour la garde du troupeau, vous n'avez pas ouvert la bouche lorsque les bêtes féroces se sont présentées pour le dévorer. Criez sans jamais vous lasser, car nos perturbateurs sont infatigables ; devancez-les d'activité avant qu'ils aient trouvé dans leur accord et leur audace une énergie peut-être irrésistible!!!

Pour répondre en peu de mots aux longues homélies de la Réponse, sur ce qu'elle appelle les *sinistres prophéties de Démophile*, et lui prouver que ces *craintes* existaient ailleurs que dans *son imagination exaltée*, nous extrairons ici fidèlement de la *Gazette de Lausanne*, du 2

juillet 1833, un abrégé de l'exposé des motifs qui ont fait rejeter par le grand-conseil du canton du Tessin le pacte même révisé.

« Nous sommes convaincus que le nouveau
 » pacte exige le sacrifice d'une partie de notre
 » souveraineté, premier fondement de notre
 » existence politique. Et ce sacrifice, en faveur
 » de qui le ferions-nous ? En faveur de cantons
 » déjà plus riches et plus puissans que nous ; en
 » faveur d'états qui ont pour nous une affection
 » d'autant plus tiède, qu'ils sont fort éloignés
 » du nôtre par leur position géographique (*le*
 » *Valais n'est-il pas dans le même cas*) ? C'est
 » d'eux qu'émane cette suprême autorité fédé-
 » rale qu'ils se proposent d'introduire dans le
 » pacte pour agrandir encore leur pouvoir, et
 » dont ils ne se dessaisiront plus une fois qu'ils
 » l'auront accaparée.

» Cette épouvantable concentration de pou-
 » vairs que l'on médite aujourd'hui, offre une si
 » grande tendance au système unitaire, que l'on
 » ne manquera pas de le proclamer au bout de
 » six ans, époque où le pacte pourra être révisé !
 » Alors une faible majorité pourra usurper tous
 » nos droits, s'emparer de tous nos revenus :
 » nous verrons revenir les *baillis*, non point
 » disséminés ça et là sur le territoire suisse, mais
 » bien unis dans une ville capitale, d'où ils im-

» poseront leurs lois à tous les cantons, dont ils
 » feront autant de bailliages.

» Nous sommes, à la vérité; un canton de la
 » Suisse, mais un canton confédéré, nullement
 » dépendant d'un pouvoir central; nous sommes
 » une république alliée et non point incorporée
 » à la Suisse. Et nous, hommes libres, nous
 » irons aliéner, de gaîté de cœur, une partie
 » de notre souveraineté; nous courberions la
 » tête sous le joug pesant qu'on nous impose!

» On vient nous leurrer de l'idée que le but
 » du nouveau pacte est de rendre la Suisse plus
 » forte, et, par conséquent, qu'il n'a pour but
 » que l'intérêt de la patrie! L'intérêt de la Suisse
 » est une bonne chose, à la vérité, mais avant
 » tout songeons à l'intérêt du Tessin! Nous
 » d'abord, puis les nations qui nous sont alliées.
 » Il n'est pas étonnant que les cantons situés au
 » centre de la Suisse aient une tendance à cen-
 » traliser ce pays, et c'est là précisément la rai-
 » son pour laquelle les cantons situés aux extré-
 » mités du territoire, doivent se méfier de tout
 » ce qui partira d'eux.

» Ce n'est d'ailleurs pas sans motif que le
 » nouveau pacte a jeté l'alarme dans le sein de
 » notre respectable clergé; c'est un fait, qu'à la
 » diète les votes des protestans sont en majorité;
 » or, augmenter les pouvoirs de la diète et

» ceux du conseil fédéral, c'est accroître la
 » force et la puissance des protestans. Et cepen-
 » dant nous sommes catholiques ! Notre Eglise
 » a des biens et des établissemens qui peuvent
 » exciter la cupidité des hérétiques qui n'y ont
 » aucune part. Donnez-leur le pouvoir, et notre
 » Eglise sera spoliée, persécutée, opprimée.
 » Accordez aux protestans le libre établisse-
 » ment dans notre canton ; accordez-leur tous
 » les droits dont jouissent nos concitoyens ; qui
 » vous dit que si l'on tolère leur culte, on ne
 » leur permette bientôt d'enseigner impuné-
 » ment des doctrines hétérodoxes ?

» Un autre point extrêmement vicieux du
 » nouveau pacte, est celui qui permet aux dé-
 » putés de voter, sans instructions, sur les af-
 » faires qui ne laissent pas que d'être d'une cer-
 » taine gravité. Ainsi, après nous être dépouillés
 » en faveur du pouvoir fédéral d'une partie de
 » notre souveraineté, nous irions encore en aban-
 » donner follement une autre partie à la merci
 » d'un seul individu, qui, quels que fussent ses
 » antécédens, pourrait fort bien nous trahir
 » quelque jour. »

Voilà les propres expressions du canton du
 Tessin, voilà les craintes de tous les bons ca-
 tholiques, voilà celles de Démophile et de l'im-
 mense majorité des Valaisans : et des magistrats

qui se disent *servir les autels de Dieu toujours avec la même dévotion*, viennent nous dire que ce n'est là *qu'une abominable supposition, émanée d'un esprit profondément hypocrite et à laquelle personne de sensé ne doit se laisser prendre !* Un grand-conseil, de près de 80 membres, voyant aussi dans l'adoption d'un nouveau pacte des dangers réels pour la *religion, pour l'Eglise, ses biens, ses établissemens et la souveraineté cantonale*, est donc tombé aussi, selon eux, dans un *complet ridicule*, dans une *absurdité !* En vérité, s'il y a quelque chose de ridicule et d'absurde, ce sont de semblables assertions.

Quant aux établissemens religieux en particulier, la Réponse s'écrie d'un ton doctoral :

Nous demanderons s'il y a identité entre la religion d'une part, et les couvens et les chapitres, et leurs propriétés de l'autre? Nous pensons que non- (pag. 42). Et nous, nous pensons que *oui*. S'il n'y a pas *identité* dans le langage protestant, il y a *identité* dans le langage catholique; parce que ces choses sont tellement liées, qu'on ne peut les séparer catholiquement parlant, sans que la religion soit troublée *dans sa doctrine et dans son exercice*.

La religion ne peut subsister sans les évêques, les évêques sans leur *chapitre*, les chapitres sans

leurs propriétés. Donc, sans propriétés point de chapitre, sans chapitre point d'évêque, sans évêques point de religion. Voilà pour les chapitres dont vous parlez avec tant de légèreté. Quant aux couvens, que vous amalgamez sur la même ligne, ils n'existent pas non plus sans être assis sur une base solide.

L'Evangile contient des préceptes et des conseils. Supprimer les couvens, c'est supprimer la pratique vivante des conseils évangéliques; c'est *troubler la religion dans sa doctrine et dans son exercice* pour nombre de fidèles des deux sexes qui se vouent à la perfection chrétienne. *Conseils et préceptes* viennent de la même source : entraver les uns, c'est entraver les autres; c'est également insulter de part et d'autre à leur divin auteur. Et voilà l'identité que vous rejetez avec un *non*, et que tous les bons catholiques reconnaissent avec un *oui*.

Nous croyons que placées sous la protection de la loi commune, les propriétés des établissemens religieux sont aussi solidement garanties que les propriétés de quelle personne que ce soit (pag. 42). Oui, témoin la révolution française de 1789, dont vous faites l'éloge, et les spoliations de Napoléon, votre patriarche de réforme.

Tout en divaguant sur des matières étrangères à son sujet, l'auteur a fait des digressions

parfois bien amusantes : il lui échappa entr'autres de rappeler ingénument les traits de courage qu'il a déployés dans la sérieuse affaire du 11 avril, en disant que les *agitateurs ne sont pas les premiers à affronter le danger, et qu'ils savent fort bien se ménager une porte de retraite en cas de mauvaise chance*. Il paraît qu'il est déjà expert dans la partie, car il fut un des premiers hors du champ de bataille, et, comme on dit, il aurait été difficile de lui donner de l'épée dans le ventre, car il tourna le dos bien vite et prouva avec bien d'autres capitaines et officiers supérieurs qu'il lui importe peu que les *arsenaux* soient *pleins* ou *vides*, puisqu'il ne serait pas à même de brûler une amorce pour la patrie.

Démophile avait rappelé quelques usages du pays, partie existans, partie abolis, sans dire un mot ni pour, ni contre : eh bien ! le mensonger rédacteur rappelle toutes ses expressions comme si elles étaient des principes et des opinions propres à Démophile. Il lui prête des intentions qui sont loin de son cœur, et dès-lors commence une jérémiade sur la *charité chrétienne* où ils se déchaînent à belles dents contre son antagoniste : qui l'aurait soupçonné, que d'une bouche aussi riante ait pu découler à flots si pressés autant de fiel, de calomnie et de

mauvaise foi ? MM. les médecins , guérissez-vous vous-mêmes , guérissez vos prosélytes , nulle part on n'a trouvé plus de dureté que dans vos rangs : on se rappelle ce qui se passe depuis quelques mois : on n'a pas oublié ce qui s'est passé depuis quelques années : le cannibale qui *aurait eu un singulier plaisir à dévorer les cœurs* des habitans du bourg de Martigny en 1831 , est des vôtres ; tâchez de le ramener à de meilleurs sentimens.

Nous ne dirons rien de tant d'autres assertions que les événemens ont mis à néant , de tant de faussetés que les écrivains sur le pacte ont stigmatisées , de tant de niaiseries banales déjà si souvent réfutées , seulement nous nous amuserons encore un moment des argumens ronflans qu'on allégué contre Démophile en faveur du roi fédéral.

Pour nous faire chérir le *roi de Lucerne* ou son nouveau pacte , on s'y prend d'une manière assez singulière et plaisante. Après avoir fait *le parallèle des obligations générales que le projet du pacte attribue au conseil fédéral*, avec les *attributions* que notre constitution donne au conseil-d'état , on en conclut , avec autant de bonhomie que de confiance en la simplicité de ses lecteurs , que les attributions du conseil fédéral et du conseil cantonal *sont les mêmes* ,

et qu'il n'y a d'autres différences, sinon que le landamman est à la tête d'un pouvoir fédéral et que le grand-bailli préside un pouvoir cantonal. Admirable conclusion! On ne pourrait plus adroitement nous donner gain de cause. Nous pouvons dire avec l'avocat Patelin : *habemus confitentem reum*. Le voilà donc ce roi de Lucerne, ou ce landamman avec tous les pouvoirs exécutifs et administratifs d'un roi; car pour nous, quel que soit son nom, le nom n'y fait rien; il ne s'agit pas du *nom*, mais bien de la *chose*. Oui, notre grand-bailli et notre conseil-d'état exercent chez nous et ont en main le pouvoir administratif d'un souverain : cette autorité souveraine dans l'ordre administratif est aussi indépendante dans ses attributions que celle d'un roi, et voilà précisément pourquoi nous ne voulons, avec Démophile, ni deux souverains, ni deux grands-baillis, ni deux landammans, ni deux gouvernemens dans le canton, ainsi que le nouveau pacte voulait nous les donner, comme à tous les cantons de la Suisse; la raison en est, comme dit le préavis du conseil-d'état de Lausanne (pag. 112), que si on avait adopté, à la teneur du nouveau pacte, ces deux gouvernemens, le gouvernement fédéral n'aurait pas tardé à absorber le gouvernement cantonal. Voilà donc, au jugement d'une autorité,

dont on fait un peu plus de cas que de Démophile, le roi de Lucerne en beau chemin avec le nouveau pacte pour devenir, de roi constitutionnel, un roi despotique. Ceci reproduit la belle pensée de M. Pellis qui ne voyait non plus, dans le nouveau projet, même corrigé à Zurich, qu'un *jeune libertin mal élevé qui finirait par devenir un aristocrate, pour ne pas dire un despote.*

Le parallèle que la Réponse établit entre le conseil fédéral et le conseil cantonal, en présentant à ses lecteurs la pate de velours, laisse cependant, sans le vouloir, apercevoir la griffe des pouvoirs du conseil fédéral; ces pouvoirs du conseil fédéral entraînent nécessairement avec eux les pouvoirs législatifs et les pouvoirs judiciaires que la Réponse passe, sans doute, sous silence pour de bonnes raisons, mais qui n'en forment pas moins le triple cortège du roi de Lucerne qui, au jugement de M. de Seigneux, asservirait les vingt-deux cantons sous un triple *vasselage militaire, administratif et judiciaire.*

Non, non, ne vous en déplaîse, malgré votre parallèle ingénieux, nous ne voulons point de vos landammans fédéraux à la moderne. Nous ne voulons pour landamman fédéral, avec le triple pouvoir d'un vrai roi, ni un avoyer de

Fribourg, parce qu'il exciterait nos prédicateurs; ni un landamman de Lausanne, parce qu'il nous ferait cadeau du papier timbré, du droit de mutation et d'une assez bonne dose d'impositions foncières; ni un syndic de Genève, parce qu'il nous donnerait, comme dans plusieurs paroisses catholiques de son canton, des maires ou catholiques ou protestans, selon son bon plaisir; mais nous voulons tout simplement conserver le landamman fédéral du vieux pacte de 1815, qui conserve tous nos droits et maintient toutes nos libertés cantonales.

C'est entre l'ancien pacte et le nouveau que les signataires de la Réponse auraient dû établir le parallèle pour mettre leurs lecteurs à même de juger de quel côté se trouve la liberté ou la servitude, mais ils s'en sont bien gardés : les éclaircisseurs à la moderne redoutent trop la *vieille lumière*, ils craignent de trop éclairer. Nos chers voisins du canton de Vaud, dans le préavis du conseil-d'état, que nous avons cité déjà plus d'une fois et auquel nous aimons à recourir comme à d'autres Démophiles, ont fait ce parallèle pour eux :

« Les décisions de la diète selon l'ancien » pacte, ne s'étendent qu'à un cercle d'affaires » très-restreint, qui par leur nature et leur généralité intéressent presque également tous les

» cantons : ce sont des questions de haute po-
 » litique , la neutralité , l'indépendance , la
 » guerre, la paix, les alliances, etc. Mais le nou-
 » veau pacte s'étend à trois classes, qui com-
 » prennent dix-sept objets où les députés votent
 » avec instruction ou *ad ratificandum* , par une
 » majorité de 12 cantons d'une part (pag. 107),
 » et de l'autre, sur vingt-cinq objets où les dé-
 » putés votent sans instructions ; ce qui fera au-
 » tant de lois fédérales nouvelles (pag. 145,
 » 146), que les Suisses seront tenus d'observer
 » sans y avoir concouru. Qu'on réfléchisse d'ail-
 » leurs à l'immense pouvoir que cette indépen-
 » dance donnerait aux députés ! Ce pouvoir se-
 » rait aussi élevé que celui qui émane de la sou-
 » veraineté cantonale elle-même (page 163).
 » Des députés sans instructions cesseraient d'être
 » les mandataires de leur canton ; mais on ne
 » doit jamais leur reconnaître un autre carac-
 » tère que celui de mandataires tenus à rendre
 » compte, d'autant que la diète fédérale n'est
 » pas une assemblée représentative, mais plutôt
 » un congrès où les états envoient des députés
 » chargés de voter en leur nom. »

Une autre différence est, que les discussions
 de la diète selon l'ancien pacte ne pouvaient
 parvenir au peuple suisse que par l'intermé-
 diaire des corps législatifs des cantons qui en

réglaienl l'exécution et modifiaient en conséquence au besoin ces mêmes lois et ces mêmes délibérations, ce qui faisait éviter des conflits d'autorité, et deux législations opposées. Mais ici les lois fédérales s'adresseront immédiatement et directement à tous les citoyens suisses comme à leurs propres sujets; de-là un conflit inévitable de la législation fédérale avec la législation cantonale qui finira par être asservie. Ce nouveau pacte établit donc, par ces moyens, la force et la violence contre la minorité; ce qui est contraire aux mœurs, aux usages suisses. (Pag. 159.)

En voilà bien assez, MM. les signataires de la Réponse, pour confirmer l'heureuse découverte que vous avez faite par votre ingénieux parallèle. Oui, vous l'avez dit, le landamman fédéral du nouveau pacte serait, pour la Suisse entière, ce que chaque grand-bailli, chaque landamman serait dans son propre canton, c'est-à-dire, qu'on aurait bientôt deux gouvernemens dans un canton; et comme il est impossible qu'il y ait deux autorités suprêmes dans un même pays, on verrait dans peu la souveraineté cantonale engloutie par la souveraineté fédérale. Bien obligé, vous avez à merveille défendu la cause de Démophile et du canton. Nous acceptons l'admirable conclusion de votre parallèle, et

nous dirons de l'auteur de votre brochure, avec plus de raison et de fondement que vous ne le dites de Démophile, que nous *renvoyons à cet écrivain son funeste présent : que comme le serpent il se replie sur lui-même, se déchire et périt de ses propres blessures envenimées du venin qu'il recèle.*

Au lieu de faire schisme avec la vérité et la bonne-foi, convenons que nos signataires se seraient montrés plus grands en disant les choses telles qu'elles l'étaient. Alors, s'épargnant tout leur fatras d'apologies posthumes, ils auraient dit avec franchise à leurs concitoyens, ce que, sur la fin de juin, la commission du grand-conseil du canton de Vaud disait à ses collègues, qu'il fallait *convenir* que c'était là (parlant du pacte) *un ensemble de conceptions peu dignes d'un siècle de lumières.*

Jetons maintenant un coup-d'œil sur la marche de nos affaires politiques, et voyons si les vertus sociales de ceux qui se sont établis les chaleureux défenseurs du pacte, peuvent nous être un plus ferme garant de sûreté pour notre religion, notre liberté et nos fortunes.

Ceux qui trouvaient, il y a quelques mois, les alarmes de Démophile exagérées, comprendront maintenant et seront convaincus par ce qui s'est passé sous nos yeux, par l'audace croissante des

hommes de désordre, par les maximes qu'ils soutiennent, les projets qu'ils avouent, les espérances qu'ils manifestent ouvertement, que jamais l'ordre social ne fut plus dangereusement menacé. Ma plume se refuse à tracer les désordres qui eurent lieu à V..... toute la nuit du dimanche des Rameaux et les deux premiers jours de la Semaine-sainte. Ce qu'il y avait de plus affligeant (car c'est une prime accordée au vice qu'un mauvais exemple donné par l'autorité) c'était de voir figurer à ces danses, à ces libations, à ces saturnales, avec le *front levé*, des magistrats qui toujours *en appellent à leurs actes!!*

La troupe de trembleurs qui, le 11 avril, voyaient pourtant à travers leur peur, si elle triomphait, honneurs et places, commença par signaler ses ennemis à la vindicte de ses sicaires dans des listes de proscriptions. On y voyait figurer des personnes de toutes les classes et de toutes les conditions. Chacun de ces nouveaux Marat avait saisi l'occasion favorable de se débarrasser des personnes qui lui déplaisaient, et tous ces proscrits devaient tomber au nom de la liberté à l'*heure de la vengeance!* Des chansons incendiaires, pétries de la calomnie la plus révoltante contre le clergé, provoquaient à la guerre civile, au pillage et à l'assassinat. Les

déclamations les plus furibondes contre les prêtres fidèles, car les apostats, s'il s'en rencontre, sont pour eux l'objet de tous les éloges : les impiétés les plus horribles contre ce que la religion a de plus sacré ; toutes ces productions sacrilèges livrées à l'impression, furent vendues, répandues sous les yeux de plusieurs magistrats, qui viennent nous dire aujourd'hui qu'ils ne craignent pas de *paraître devant nous la conscience tranquille* !! Et ces œuvres d'une dégoûtante turpitude ont été prônées, débitées par quelques-uns de ceux-mêmes qui avaient entre les mains le glaive des lois pour veiller à la répression de pareils attentats, et après cela, on ose encore dire : *Sachez qui nous sommes ? Proh pudor !* Est-ce-là la force de votre conscience ? Et remarquez-le bien, M. le jonglo-rédacteur, j'ai dit *quelques* et non pas *tous*, car ils ne sont pas très-nombreux, vous le savez ; vous reconnaîtrez même, jecrois, ce vieux Catilina-troubadour, dont les mœurs se réfléchissent jusque dans son langage, et qui emprunte toutes ses idées à la porcherie des prostitués ; qui, à la vérité, ne met pas son nom au bas de ses écrits (ce serait un mot méprisable de plus), mais dont la pensée y est toute entière. Oui, oui, c'est bien là l'œuvre de celui qui, depuis si long-temps, a eu la lugubre renommée d'avoir violé (étant cepen-

dant libéral) toutes les libertés les plus augustes du genre humain. Comme il fournit noblement sa carrière, cet être qu'il faut encore appeler humain, puisqu'il lui reste la figure et le langage de l'homme; mais que l'on désignerait sous un autre nom, si on allait le considérer dans les monumens vivans de sa lubricité qui se trouvent en Abondance et ailleurs! Je ne m'apercevais pas que j'abusais de la patience du lecteur; laissons cet être qui est au-dessous de tout ce qu'on peut dire, et qui, après avoir fatigué long-temps l'indignation, fatigue le mépris même; seulement, je solliciterai encore pour lui la faveur de pouvoir marcher la tête et les yeux baissés, sans l'obliger à se montrer le *front levé*.

Ces moyens, qui ne peuvent pas être, ce nous semble, une source de louanges pour les pactistes, n'accéléraient pas assez leur marche triomphale, on essaya de renforcer le parti par la persuasion du raisonnement : on avançait encore moins. Il fallait donc mettre en jeu des moyens plus efficaces, et remarquez s'ils n'étaient pas dignes de ceux qui se disent les apôtres de la liberté : il n'était question que de poursuites pour dettes, qu'on pouvait adoucir ou même décliner en abjurant le pacte de 1815. On ne parlait que de charivaris nocturnes et de brisemens de vitres. Les citoyens paisibles voyaient chaque nuit

leur repos troublé par ces désordres, et les perturbateurs jouissaient impunément du privilège de tout oser. Nulle démarche contre eux ! nulle mesure de tranquillité publique : la justice voyant tout, entendant tout, s'irritait de l'apathie et de l'indolence de quelques-uns de ses magistrats, qui ne devraient pas s'étonner qu'on les accusât d'être plus dévoués à leur parti qu'à leur pays.

En citoyens fidèles, les maltraités souffraient tout et ne reculèrent point devant les affronts. En bons Suisses, ils voulurent garder la vieille liberté de Guillaume Tell et montrèrent toujours un fier dédain pour la nouvelle, c'est-à-dire, pour les chaînes dorées qui leur étaient présentées par une nuée d'officiers, d'avocats, de notaires et bon nombre de magistrats même. Désespérés de ne pouvoir obtenir aucun succès notable, on pensa à faire une autre route. *Pour ne pas éveiller les susceptibilités, pour ne pas faire naître les soupçons, pour ne pas effaroucher les consciences*, on convint de ne plus parler du pacte, et de prendre des moyens indirects, mais sûrs, pour pouvoir l'adopter sans opposition, si on en élabore un nouveau projet.

Des proclamations répandues dans tout le Bas-Valais, invitaient le peuple à la révolte. Plusieurs magistrats en furent ouvertement les apologistes, quelques-uns même s'en firent les col-

porteurs. Monthey les expédia dans l'Entremont par un président-avocat-capitaine, accompagné d'un lieutenant.

Quels qu'en aient été les fruits, ou l'*égalité de représentation* qu'on demande sera accordée, ou elle sera refusée. Si elle est accordée, les gens du mouvement (car ils ne sont pas tous dans le Bas-Valais proprement dit) auront la majorité en diète ; si elle est refusée, ils demanderont la séparation des deux parties du canton, et une fois séparés, n'ayant plus personne qui les entrave, ils feront une constitution selon la doctrine du juste-milieu, où la liberté et la souveraineté populaire seront sacrifiées, vu qu'elles auront perdu dans le Haut-Valais leur première garantie.

Bas-Valaisans, prévenez une pareille servitude, ayez l'œil ouvert sur le présent et n'oubliez pas le passé. Que veulent nos meneurs? une augmentation de députés. Ils s'apitoient sur ce que douze mille citoyens sont sans représentans à la diète, tandis que le peuple du Bas-Valais, à bien plus juste titre, articule aujourd'hui cette plainte presque en masse; et en effet, puisque le député est le mandataire ou le chargé d'affaires du peuple, pour remplir son mandat et pouvoir se dire un vrai représentant, ne doit-il pas agir selon les vues et les intérêts de ceux qui l'en-

voient? Or, si les députés ne suivent que leur caprice pour règle de leur conduite, le peuple est-il représenté? S'ils votent souvent directement contre ses intérêts, peut-on s'imaginer qu'il soit curieux d'en augmenter le nombre et de leur octroyer par-là le droit de lui forger des chaînes; et cependant, voilà ce qui arriverait infailliblement. On en est convaincu, si l'on jette un coup-d'œil sur le passé : le Bas-Valais a eu parfois, dans quelques-uns de ses députés, de zélés défenseurs, il est vrai, mais il est reconnu aussi que la grande majorité a fait fausse route, pour que le peuple condescende à leur demande. Lorsque, par exemple, on proposa à la diète de vendre le sel sept creutzers, d'établir l'impôt du papier timbré, celui du bétail, etc.; lors des débats sur la loi organique et le pacte, les députés du Bas-Valais ont toujours, en forte majorité, accueilli avec empressement ces motions qui étaient les leurs, et ce n'est qu'à la députation du Haut-Valais, que nous devons de ne pas être écrasés par toutes ces charges : êtes-vous peiné, Bas-Valaisans, d'avoir eu alors des protecteurs dans les Haut-Valaisans? Fut-ce contraire à vos intérêts, que vos députés aient été en minorité dans ces circonstances? Je ne le pense pas. Aujourd'hui, ceux-mêmes qui ont voulu jusqu'ici vous grever d'impôts, demandent

qu'on diminue l'influence de ceux qui ont plaidé vos plus chers intérêts? Voyez, si vous voulez affaiblir le nombre de vos défenseurs, car il n'y a pas de milieu : si vous accordez la demande faite, les lois d'imposition reparaîtront, seront acceptées, et vous payerez sans vous plaindre, vous serez la propre cause de vos malheurs.

Indigné de la proposition qu'on vous fait, peuple du Bas-Valais, moquez-vous de vos moqueurs : dites-leur que vous avez rafraîchi vos souvenirs, que vous reconnaissez vos vrais amis et que vous n'êtes pas encore décidés à les quitter pour vous jeter dans les serres de ceux à qui il n'a manqué que le pouvoir pour vous déchirer, et qui ne manqueraient pas de le faire dès qu'une fois ils en auraient la force. Non, non, vous ne serez pas si fous, que de fournir vous-mêmes des armes contre vous. Nul peuple, en effet, ne saurait avoir un meilleur gouvernement que le nôtre ; pourquoi y ferait-on des changemens ? Nulle part on ne peut seulement supposer qu'on y pense : aussi, lorsqu'on apprit dans un canton voisin les affaires du 11 avril, s'écriait-on : « Il faut que le peuple du Valais » devienne fou pour penser à faire une révolution. » Tant on est persuadé de notre bien-être !.... Un badin dit, à cette même occasion, que le Valais faisait l'inverse des autres pays ;

qu'ici, c'était le peuple qui se révoltait contre l'autorité; mais que là, c'étaient des magistrats qui s'étaient révoltés contre le peuple qui les avait mis à la raison à coups de bâton.

Demandez à vos députés pourquoi ils veulent ce revirement de choses, et il vous répondront que le Bas-Valais est lésé par la majorité du Haut. On les croirait, s'ils disaient que leur ambition n'est pas satisfaite, car le Bas ne croit pas avoir été lésé dans le rejet des lois d'imposition, du pacte et de la loi organique. Ils ajouteront aussi, que jamais de cette manière on ne pourra avoir un évêque de la partie française? Jusqu'ici, est-ce donc le Bas-Valais qui a manqué de députés, ou les députés qui ont manqué au Bas-Valais, pour n'avoir pas eu d'évêque Bas-Valaisan? Nous serions tentés de croire que ce sont les députés qui ont manqué à l'honneur et à l'amour-propre national; au moins, certes, nous ne manquerons pas de respect envers eux, en les taxant d'une inconcevable indifférence envers leurs compatriotes mis en élection en 1807, 1816 et 1830; et qu'on ne les accuse pas d'incapacité, car M. le grand-vicaire Pignat, par exemple, qui avait dirigé le diocèse pendant nombre d'années avec une rare habileté, et qui avait déployé en tout et partout la science la plus consommée, n'aurait-il pas pu occuper le siège épiscopal de Sion

avec distinction ? Ne semblait-il pas naturel que tous les cœurs de nos députés se fussent réunis pour concourir à couronner les longs travaux de cet homme apostolique ? Eh bien ! le dirai-je ? en 1807, il ne réunit que des suffrages du Haut, et ce furent ses compatriotes qui contribuèrent le plus à l'élection de M. Preux. En 1817, les députés du Bas-Valais ne l'honorèrent pas d'un seul vote, et dix-huit d'entr'eux se prononcèrent pour M. Zen-Ruffinen. Que diront encore, après cela, nos meneurs ? Peut-être nous répèteront-ils avec la renommée, qu'à quelques exceptions près, des intérêts particuliers ont dirigé ces affaires ? Oh ! pour lors, s'ils n'ont pas de plus noble mobile, ils doivent désespérer de leur projet, car le peuple aurait trop à craindre pour sa bourse.

Oui, oui, les Bas-Valaisans sauront voir sous leur vrai jour toutes les escobarderies de ceux qui crient que le *peuple est trop bien*, qu'il est *trop gras*, qu'il faut le *saigner* : ils sauront se débarrasser de ces sangsues. Il est vrai que nous vivons dans un temps où la souveraineté populaire n'est pas plus respectée que la liberté d'opinion ; mais qu'on le sache : *tout a son terme, même la patience !* A propos de *liberté d'opinion*, que n'est-il pas arrivé dernièrement lors de la proposition faite aux assemblées primaires

sur l'égalité de représentation ? N'a-t-on pas entendu des citoyens dire publiquement qu'on devait casser les bras et les jambes à qui voterait contre ; n'a-t-on pas hué, menacé, insulté les opposans et par-là prouvé merveilleusement comment le parti du mouvement comprend la liberté, et quelle serait la dose qu'il nous en laisserait si, par miracle, il devenait l'arbitre de nos destinées !

Ne fallait-il pas avoir perdu et le bon sens et la bonne foi, pour ne pas s'apercevoir qu'on avait mis du mystère dans cette affaire ? Dans bien des communes, le secret le plus strict fut gardé jusqu'au moment de l'assemblée : pas un mot n'en avait été éventé ; et on voulut que le peuple, sur la simple lecture d'un mémoire spécieux et inintelligible pour lui, se fût sur-le-champ prononcé sur une question qui entraînait les conséquences du plus haut intérêt. En vérité, quand on prétend agir en *citoyens loyaux*, on ne montre pas autant de petitesse ! Eh quoi ! en France, comme ailleurs, dans toutes les chambres législatives où ne se trouvent réunies que des personnes lettrées, lorsqu'il s'agit d'une proposition tant soit peu importante, on nommera des commissions, on écouterà les orateurs, on discutera des amendemens, procédant seulement ensuite au scru-

tin : et dans nos assemblées générales, on voudrait que le peuple votât sans entendre la proposition ou au moins sans la comprendre !

Oui , magistrats, qui avez trempé dans ces infâmes manœuvres de trahison, de perfidie, de déception (remarquez que je ne généralise pas), vous avez violé toutes les règles de la loyauté et de la bonne foi, vous avez violé les usages que le bon sens et la justice ont introduits chez toutes les nations ; vous avez violé vos devoirs les plus sacrés comme pères du peuple : et après cela vous oserez encore nous dire avec *le front levé, l'œil serein et la conscience tranquille* : *Notre conduite est devant vous, nous ne craignons point le jugement que vous en porterez.* Quelle impudence !

Concitoyens, ces magistrats en *appellent à vos souvenirs, ils en appellent à leurs actes* ; jetez donc un coup-d'œil sur les temps écoulés, et avouez qu'il y a bien un peu d'orgueil dans leurs expressions : ils semblent presque prétendre à l'infailibilité avec leur ton emphatique : que diraient-ils si l'on rappelait ici la conduite qu'ils ont tenue lorsqu'ils ont protesté contre la capitulation de Rome ? Que répondraient-ils, si on les accusait d'avoir dilapidé quelques cents francs de la bourse du dixain dans ces manœuvres illégales ? N'est-ce pas là

du patriotisme un peu cher? Peuple, qui payez toutes ces folies, répondez!

Pour pouvoir apprécier à leur juste valeur le libéralisme et les libéraux du Valais, écoutons un de leurs amis-frères qui fait sa profession de foi politique dans les n^{os} 39 et 48 de *l'Helvétie* :

« Une fois pour toutes, dit-il, dévoilons nos » fautes et disons la vérité à nos amis... Beau- » coup de patriotisme extérieur, patriotisme de » cabaret, qui s'exhale entre le vin et la fumée » du tabac; au fond, le plus sordide égoïsme. » Celui-ci est un peu plus sincère que les magis- » trats soussignés, il avoue qu'ils ne sont pas im- » peccables; que leur amour pour la patrie, qui » n'est que dans leur bouche et non dans leur » cœur, ne s'étend pas plus loin que le rayon » formé par les bouteilles et les verres; qu'ils ne » cherchent, les uns les autres, que leurs propres » intérêts et encore par les moyens les plus sor- » dides: « Nous avons à Martigny, continue le » franc penseur, des gens qui crient: *vaincre » ou mourir pour nos places*, malgré qu'ils sa- » chent parfaitement n'y pouvoir faire aucun » bien, tant ils sont haïs de la majorité que de » tout temps ils ont traitée de *canaille*. » Voilà » qui n'est pas très-modeste, mais puisque c'est » un libéral qui se dépeint avec ses confrères, » nous pouvons bien le croire. Il est vrai qu'on

rencontre , à Martigny , quelques visages exotiques qui pourraient fort bien se prendre eux-mêmes pour la patrie ; car un bon citoyen ne cherche à vaincre ou à mourir que pour elle : mais quand on n'en a point , ou qu'on n'en a une que par adoption , d'autres motifs font battre le cœur : on veut vaincre ou mourir pour ses places. Pareil système a déjà mis maintes fois la patrie en deuil : elle a vu ses enfans s'entre-déchirer et se haïr ; elle a vu la guerre civile sur le point d'éclater , les torches ardentes étaient prêtes à faire vomir dans son sein la désolation et la mort , et tout cela pour l'ambition d'un étranger , qui , arrivé à force d'intrigues au faite du pouvoir , voulait s'y maintenir par une loi qui changeait de fait le gouvernement démocratique en aristocratique , et enlevait au peuple le libre choix de ses magistrats : et parce qu'il ne trouvait pas assez de servilité pour ramper devant le fruit de ses rêveries et de ses caprices , il fallait des baïonnettes , il fallait du canon , il fallait vaincre pour ses places !

O ma patrie ! encore un moment et cet homme qui fut déjà pour vous l'objet de tant de larmes , ne tardera pas de mettre un terme à vos douleurs. Déjà il a le poignard en main , et si ses trames réussissent , il le plongera sous peu dans ce sein où vous l'avez reçu , nourri et élevé !!

L'eussiez-vous supposé, il y a plus d'un demi-siècle, lorsque vous vîtes arriver l'étrange embarcation qui vous en fit présent, que ce serait là pour vous un jour la cause de tant de pleurs?... Qui l'aurait cru, que c'était une autre boîte de Pandore d'où s'échapperaient tous les malheurs qui devaient désoler le Valais, et pire encore, car au fond de la première il restait l'espérance, tandis qu'ici nous ne voyons qu'un abîme dans lequel il faut éviter de se précipiter?

Le correspondant de *l'Helvétie* ajoute que ces gens de Martigny veulent garder *leurs places*, malgré qu'ils sachent parfaitement n'y pouvoir faire aucun bien : qu'importe le bien d'un pays à des gens qui ne lui appartiennent pas? leur famille, voilà l'objet de tout leur dévouement : aussi l'eurent-ils en vue dans cette loi, de triste mémoire, qui forçait le pays à se faire gouverner par des officiers et des notaires; qui établissait une distinction despotique entre les citoyens qui savent lire et écrire et ceux qui ne le savent point : c'est là une capacité individuelle dont, malgré leur pointue perspicacité, nos ambitieux n'étaient guères à même de juger, et tel de leurs fermiers, et tel laboureur qui, sans savoir lire et écrire, possède un sens droit et connaît les besoins de sa commune, a certainement plus de capacité et de

droits que tel écrivassier de ville, perdu d'irrégulation, que tel officier qui n'a d'autre mérite que son ignorance pétrie d'orgueil, et qui peut aller sans crainte demander un salaire bien mérité à l'impiété du dernier siècle.

On ajoute que ces gens *sont* fortement *haïs de la majorité que de tout temps ils ont traitée de canaille*. Les sentimens changent : on n'a pas toujours appelé les braves habitans de Martigny de ce nom. En 1802, lorsque les supplia de lui donner une patrie, en le recevant dant leur bourgeoisie, les traitait-il ainsi? Rejeté de sa demande, il ne rougit pas de ramper devant cette *canaille* pour être agrégé dans leur société : plus heureux cette fois que la première, il parvint à réunir une faible majorité, qui entendit dans le moment même la prédiction de tout ce qui arrive aujourd'hui de la bouche de M. Emmanuel Gay, grand-châtelain, qui ne put s'empêcher de dire au peuple, « qu'il » pleurerait un jour cette agrégation inconsidérée; » prévision qui rappelle celle de son professeur au collège de Sion, qui, déjà en 1780, ne craignait pas de dire que « cet homme devient un jour funeste au pays. » Tant on connaissait déjà alors son caractère ambitieux et intrigant!

Les gens de Martigny sont tant haïs de la majorité : comment sont-ils donc encore en

place? Au mépris de toutes les lois : en accumulant illégalités sur illégalités ; en trompant le gouvernement par des calomnies, on empêche la commune de se donner des magistrats, les anciens restent en fonction contre le gré de la *majorité* à qui il appartient de les élire ; et, après cela, on voudra faire entendre que le peuple de Martigny se remue, qu'il hait des agens qui ne sont bientôt à son égard que des despotes ! Non, non, qu'on mette à l'ordre quelques brouillons, qu'on rende au peuple la justice qui lui est due, qu'on lui laisse choisir ses magistrats et il sera paisible, et vous le verrez tranquille : faudra-t-il donc que la tranquillité et le repos de 4,000 citoyens, je dirai même de 74,000, soient sacrifiés à l'ambition d'un seul homme et d'une seule famille !

Nous trouvons une autre cause de cette profonde haine du peuple pour quelques individus dans la confession du libéral valaisan de *l'Helvétie*, n° 48. « La plupart de nos bourgeois à » prétentions libérales, dit-il, ne connaissent » d'autre liberté que celle d'exploiter le pauvre, » l'habitant et l'industriel. » Le progrès des lumières est aujourd'hui si fort que l'on voit tout sous un autre jour : bien des mots, même à leur faveur, ont changé de signification. *Libéral*, par exemple, indiquait autrefois un homme

dont le désintéressement va jusqu'à prendre de l'argent dans sa bourse pour le mettre dans celle d'autrui ; mais aujourd'hui , sous ce terme , il faut entendre un citoyen tout dévoué à prendre dans les poches d'autrui pour mettre dans la sienne , et il le sera d'autant plus qu'il arrachera plus d'argent aux malheureux contribuables ? N'y a-t-il pas vraiment progrès ? aussi nos libéraux sont-ils habiles dans la partie : aussi suivent-ils à merveille leur devise commune : *divide , multiplica , subtrahe , pone loca* , que le grand Lama de la secte révolutionnaire a ordonné à ses adeptes de traduire comme suit : *Divisez la multitude , soustrayez-lui son argent , placez-le dans vos poches* , et puisque c'est d'après notre correspondant la *seule liberté qu'ils connaissent* , il ne faut pas s'étonner que bien des habitans , des industriels se plaignent qu'on exploite celle de la correspondance.

Depuis qu'ils sont au pouvoir , nos exploiters de Martigny ont admirablement fait marcher leur système d'exploitation : accoutumés à imposer le peuple depuis le régime de Napoléon , ils cherchèrent toutes les occasions de le faire sous la république. Tous les fauteuils de la salle des séances de la diète nous disent que fut toujours un des plus zélés défenseurs de tout projet de loi financière , tendant à *exploiter*

le pauvre, l'habitant et l'industriel : on prétend que jamais il ne déploya mieux sa rare habileté en exploitation qu'en retenant, pendant plusieurs années, les sommes immenses allouées pour indemnité des dommages causés par le passage des troupes étrangères. Ce serait cependant faire injure à la probité de ces *bourgeois à prétentions libérales*, si l'on n'était pas un peu plus charitable que leur ami-frère : il faut donc avouer au moins qu'ils ont mis une trêve à leur exploitation pendant les années 1818 et 1819, sans quoi les boîtes et listes établies à Martigny depositaires de l'inépuisable charité des voyageurs anglais et autres, n'auraient pas produit la grande somme de 1,088 francs 25 rappes, *portés en compte* pour les victimes de l'inondation de 1818.

Et puisque nous sommes à plaider les intérêts des exploiters, nous leur conseillerons pour leur honneur de poursuivre rigoureusement la *canaille* qui crie publiquement que le *feu dévore une forêt volée à la commune par*, de ne pas être si facile à délivrer des permis de séjour à la *canaille* d'un autre genre qui vient infecter notre pays ; de ne plus insinuer, en qualité de *directeur de police*, à une assemblée de paroissiens de chasser leur curé, etc.

Ne perdons pas de vue notre Valaisan de

l'Helvétie : « Tous ceux qui s'opposèrent, en » 1831, à la plantation de l'arbre de la liberté, » sont maintenant les plus acharnés à déployer » l'étendard fédéral. Inconséquence étrange, » qui prouve le peu de lumières et d'instruction » solide de nos libéraux. » Il faut marcher avec le temps, et quand on est libéral à la moderne on ne peut pas *s'envelopper dans des langes*, ni rester stationnaire. En 1831, on était au pouvoir, on y était bien, on voulait s'y tenir : aujourd'hui on n'y est plus, on se trouve mal, on veut y remonter, et pour cela il faut révolutionner, *divide et regna* : il n'y a point là d'inconséquence, c'est toujours le même goût et les mêmes inclinations.

Mais si ce n'en est pas là une, il n'en existe pas moins une mine féconde. N'étant pas très-habiles dans l'exploitation, on nous excusera si nous n'en présentons qu'un bien petit nombre. En 1830, un libéral de Martigny ne peut assez répéter au peuple les prérogatives de sa souveraineté, il ne peut assez lui dire que *les magistrats ne peuvent rien que par le peuple, qu'ils ne doivent rien faire absolument que ce qu'il veut* ; et en 1831, il envoie du canon pour détruire l'effet de ses leçons. Toujours conséquent, à la diète de mars 1833, il ne veut pas qu'on présente le pacte au peuple : et en septembre, il

s'oppose dans la conférence des dixains occidentaux, tenue à St.-Maurice, à ce qu'on consulte les assemblées primaires sur la question de *l'égalité de représentation*.

En 1830, il est professeur de libéralisme, et en 1831, il en est le persécuteur. Il fait citer à son tribunal de police un de ses élèves, M. l'instituteur R****, pour avoir écrit quelques articles dans le *Nouvelliste Vaudois* sur les véritables droits du peuple, et le criminel sur la sellette eut l'audace de lui dire « qu'il ne recon- » naissait plus son ancien maître. »

En 1832, il ne pouvait assez anathématiser le schisme de Bâle, et en 1833, il invite les Bas-Valaisans par des proclamations manuscrites et imprimées, par des sollicitations pressantes et animées, à suivre cet exemple.

En 1831, il a fait traîner dans les prisons de l'état plusieurs citoyens, sous le prétexte démenti ensuite par les enquêtes, qu'ils avaient voulu porter atteinte à la constitution; et en 1833, il la sape de toutes ses forces. S'il pouvait être, en même temps, directeur de police et magistrat intrus à Martigny, il serait dans le cas, pour être conséquent, de se faire incarcérer lui-même; car il l'a fait en 1831, sur de simples soupçons, et pour lui, il pourrait se baser sur des faits qui sont de notoriété publique.

En 1831, il traite comme traîtres à la patrie ceux qui ne se soumettent pas à une loi reconnue injuste par tout le pays; en 1833, il appelle de ce nom ceux qui ne veulent pas l'aider à renverser nos institutions.

Enfin, ce qui était un crime en 1831, et qu'il a puni comme tel lorsqu'il était au pouvoir, est aujourd'hui une vertu et un devoir indispensable pour être à ses yeux bon citoyen.

Mouton enragé! plus adroit que bien des tiens, renonce à l'ambition, et tu te délivreras, en un moment, de bien des peines, de bien des veilles et quelquefois de bien des crimes; car, c'en est un et des plus horribles pour un citoyen, de trahir la patrie et de désoler la patience de tout un pays.

Si nous nous sommes arrêtés long-temps à ces détails pénibles, c'est qu'il importait grandement de dévoiler une fois la conduite des intrigans, qui ne cherchent à semer la discorde parmi le peuple, que pour s'engraisser de ses dépouilles. Le grand régulateur de nos mouvemens politiques vous est connu, citoyens Valaisans, jugez par lui de ses adeptes; ils se montrent partout satellites fidèles, *ab uno disce omnes*. Cet ex-Jupiter de l'Olympe administratif qui, en fronçant le sourcil, imposait jadis silence à vos plaintes, qui se figure que les communes doivent

être dans ses mains comme un jouet qu'il peut briser, et les populations comme des troupeaux qu'il peut parquer à son gré, serait-il encore un des protégés de la Réponse, *dont la conduite est inattaquable* et dont on *calomnie* les bonnes intentions? Pauvre peuple, jusques à quand abusera-t-on des termes pour te rendre victime de ta bonne foi? Exposé aux intrigues infernales de quelques meneurs, jusques à quand leur sacrifieras-tu ton repos et ton bonheur? Réveille-toi et reconnais tes véritables amis!!!

Le prince des conquérans, Napoléon avait pour devise : *Tout pour le peuple et rien par le peuple*. Depuis ce temps le monde a marché et nos éclaireurs disent aujourd'hui : *Tout par le peuple et rien pour le peuple*; et en effet, remarquons-le sans prévention, s'agit-il d'écarter des concurrens, de se frayer un passage au pouvoir? prospérité publique, poids immense de bonheur, tout est promis au peuple pendant qu'on a besoin de lui. Ce besoin est-il passé? on renvoie brusquement le peuple à sa misère, comme le laboureur qui abandonne aux injures des saisons la charrue qui vient de féconder son champ. Tel est le fruit des promesses libérales : les Bas-Valaisans, contents comme ils se trouvent, ne sont pas curieux d'en goûter : ils en croient à l'expérience. On ne saurait se dissimu-

ler cependant qu'à force d'entendre parler *d'égalité de droits politiques, de répartition de places en proportion de la population*, etc., on n'ait entrevu quelques remèdes contre l'ambition en démocratisant encore davantage la constitution; mais, plus patriotes que ceux qui usurpent ce nom, les bons citoyens du Valais, considérant que les innovations sont toujours plus ou moins aux dépens de la tranquillité publique, resteront fermement attachés à l'état de choses actuel tant que la faux révolutionnaire n'y portera pas atteinte; mais dès le moment qu'on les forcerait à modifier ou à changer ce qui existe, ils ont juré et fermement résolu de défendre les droits sacrés de la nation, et de ne pas se laisser enchaîner par la faction ennemie des libertés publiques et de la souveraineté populaire.

Un écrivain doit parler dans un esprit de charité, mais avant tout ce doit être dans un esprit de vérité : c'est aussi ce qu'a fait Démophile; il a dévoilé des choses pénibles, mais vraies, et nous sentons aujourd'hui la triste nécessité et le pressant devoir de venir les confirmer. Un piège est tendu au pays, le temps presse, le mal gagne, le moment des ménagemens est passé, et se taire dans des circonstances aussi critiques, pour un citoyen c'est un crime : oui,

il est certain et malheureusement trop certain, que parmi nos magistrats, nos notaires, nos officiers, il n'est pas rare d'en trouver de ceux qui sont *les ennemis des prêtres, les disciples des impies et les membres de sociétés secrètes* : l'on aura beau composer, imprimer et répandre des apologies, cette assertion sera toujours une vérité. Et l'on exigerait après cela qu'on leur portât confiance, dévoûment et respect. Je respecte, je chéris et j'aimerais toujours de tout mon amour les magistrats paisibles qui s'occupent du bonheur de leurs administrés, mais mon amour ne saurait en atteindre d'autres : ce qui m'étonne, c'est que l'on ose dire que l'on cherche à *flétrir et à déshonorer les magistrats du pays, qu'on souffle la discorde, qu'on prêche le mépris de l'autorité, qu'on convie aux relâchemens* de tous les liens *sociaux*. Quel abus de termes ! Vous diriez vrai, et tout le monde applaudirait si vous avouiez que ce sont vos principes, vos clubs, vos projets, qui flétrissent et déshonorent la magistrature, qui soufflent la discorde, qui provoquent au mépris de l'autorité et amèneraient bientôt la plus affreuse anarchie.

Ceux qui ne se trouvent pas au milieu des désordres, croiront sans doute nos paroles exagérées, nous le désirerions sincèrement nous-mêmes ; mais, hélas ! nous avons la triste convic-

tion d'avoir eu la vérité pour guide : Dieu veuille que l'avenir ne nous en fournisse des preuves tragiques ! car il est reconnu aujourd'hui que le parti qui cherche à bouleverser le pays est celui des sociétés secrètes : on a beau le nier ; leurs réunions dans le Bas-Valais même en font foi , et dès-lors quels sont les malheurs que l'on n'ait pas à redouter ?

Le clergé ne voit non plus dans le nouvel ordre de choses qu'on voudrait établir que projets hostiles à la religion , à la liberté et au bien-être du peuple. Ce corps vénérable sous tous les rapports voudrait-il , pourrait-il vous tromper ? Non. Confiez-vous à ses lumières, et vous verrez alors, par l'irritation des libéraux, que vous aurez trouvé un frein et un obstacle à leurs desseins anti-catholiques et liberticides : le dédain seul que tous les membres de cette caste manifestent pour les prêtres, ne prouve-t-il pas assez notre assertion ! Peut-on croire beaucoup d'attachement pour la religion à des gens qui ont mille fois émis le vœu de mort contre ses ministres ! On ne veut pas en venir tout-à-coup à une persécution ouverte, cela démasquerait trop leurs projets, mais peu-à-peu on propage le mépris pour le clergé ou au moins cette profonde méfiance qui entraîne inévitablement la haine : de la haine du prêtre, il n'y a qu'un pas à celle de

la religion, et dès-lors on est bientôt près de suivre le conseil du capitaine valaisan qui, le 23 mai, disait à Monthey qu'il *valait tout autant être protestant que catholique* : l'établissement de la nouvelle religion n'embarrasserait guères nos novateurs, on trouverait plus d'un notaire, plus d'un officier dans le canton pour occuper avec l'*apostat-frère* les premières places de ministres : les biens du clergé, l'objet *avoué* de tous leurs désirs, seraient alors leur proie. Et ce sont des gens qui font de tels vœux, qui parlent de tels projets, qui osent demander au peuple valaisan de nouveaux pouvoirs !

Les intrigues de quelques libéraux ont coûté à Bâle seul un million et à Schwitz 412,448 fr., et après cela, nos ambitieux osent inviter les Valaisans à suivre ces exemples ! O perfidie ! Venez encore après cela vous targuer du nom d'*amis de la patrie* ! Exposer un pays à tant de malheurs pour que deux ou trois écornifleurs de gloire arrivent au pouvoir, puissent faire pleuvoir sur le peuple les impôts, les vexations et la servitude, n'est-ce pas là une haute trahison ?

Défiez-vous, concitoyens, de toutes les menées : mettez-vous en garde contre les propositions, qui sembleraient même être dans vos intérêts, car souvent sous l'apparence du bien vous trouverez un piège. Tout ce qui sort des

mais de nos révolutionnaires , doit être examiné avec la plus scrupuleuse attention ; leurs flatteries, leurs présens même ne sont quelquefois que le voile de la perfidie la plus noire : rejetez avec horreur les livres, les journaux qu'ils voudraient vous faire dévorer ; arrachez vos enfans à leur influence, ils ne les nourrissent que d'impïété, d'insubordination et de libertinage.

Quoique dans bien des communes, le danger vienne du côté même d'où l'on pourrait attendre la protection ; cependant un port assuré vous est offert contre les malheurs qui vous menacent : les sentimens religieux et paternels de votre premier magistrat, que vous entourez si justement de votre respect et de votre amour, vous sont une garantie bien sûre de bonheur : placez tout ce que vous avez de plus cher, religion, liberté, prospérité publique, sous sa bienveillante égide et bannissez toute crainte ; car si nous avons dans le pays un Catilina, nous retrouvons en lui un nouveau Cicéron, qui épie toutes les manœuvres des traîtres, et qui saura aussi, lorsqu'il les rencontrera dans notre sénat, les foudroyer par son éloquence et obtenir ainsi, de tous les bons citoyens du Valais, le beau nom de Père de la patrie.

PENSÉES DIVERSES

SUR L'ANTI-DÉMOPHILE.

Les *puissances alliées* ont été *trompées*, et leur *religion* a été *surprise* en 1815 (pag. 10) : parce que les sept puissances alliées de Monthey n'avaient pas été appelées à leur conseil.

— Démophile *ne fait pas mentir l'histoire* (pag. 10); mais l'anti-Démophile la fait *menteuse*.

— Les *deux principes primordiaux et générateurs de la Confédération suisse*, sont *exprimés par ces mots : liberté et égalité* (pag. 11). Les Vaudois l'ignoraient sans doute, et ne se sont *régénérés* qu'à moitié, quand ils ont mis sur leur monnaie ces deux mots : *Liberté et Patrie*.

— S'il est vrai que *Démophile accommode la vérité au goût de sa passion* (pag. 12), ses adversaires le lui ont rendu au 30 pour un, à teneur de la loi du 30 mai 1803, sur le rachat. Le marché n'est pas mauvais !

— Savez-vous qui *s'est chargé d'apprendre au peuple à insulter les magistrats du pays, en les diffamant, en appelant sur eux le mépris et la haine, en provoquant à la désobéissance, aux désordres et conséquemment à l'anarchie* (page 13 et 46) ? Oui, nous le savons. Ce sont ceux qui

traitent leurs *décisions de déplorables, d'aberration ridicule, de n'avoir pas le sens commun.*

— Tout *prend vie et couleur sous la plume de Démophile* (pag. 14). Très-bien, rien n'est plus vrai. Aussi, lui a-t-on répondu, quelques lignes plus bas, par une proportion géométrique très-colorée et très-vivante, que voici : *Les magistrats du peuple Bas-Valaisan, sont à l'insurrection de Martigny, comme les cavales de l'Egypte sont aux chevaux de Babylone.* Ne voilà-t-il pas une juste proportion ? Si vous en doutez, faites-en la preuve : *Productum extremorum æquivalet producto mediorum.*

— D'où vient l'audace de Démophile *en qualifiant d'actes révolutionnaires la résolution prise par les conseils des dixains occidentaux, de se réunir à Martigny pour délibérer* sur les délibérations de la dernière diète (pag. 16) ? De notre audaciense constitution qui (art. 55.^{me}) a la hardiesse de déclarer *que dans les délibérations de la diète, les décisions sont prises à la majorité des suffrages et que la minorité doit s'y conformer.*

— La minorité ne pouvait-elle pas se conformer à la décision de la majorité, et néanmoins exécuter sa résolution prise ? Non. Car *délibérer sur ce qu'il y avait à faire* (pag. 16), et se soumettre à ce qui était fait, sont deux choses qui impliquent contradiction. Les choses *faites* ne se font pas, on fait les choses à *faire*.

— Les opinions ne sont-elles pas libres ? Et entre deux opinions n'est-on pas en droit de

prendre celle qui présente plus de chances favorables ? Il ne s'agissait cependant, dites-vous dans cette *résolution prise* de se réunir à Martigny, que d'examiner la *divergence des opinions des deux parties du pays*, qui avait placé le canton dans des *circonstances critiques*, afin de savoir ce qu'il y avait de mieux à *faire* pour l'en sortir (pag. 16). Ce que vous appelez *deux opinions* en pareil cas, la constitution l'appelle *minorité* et *majorité*, et fait un devoir à l'une de se soumettre à l'autre. Maintenant, *examiner* ce qui avait été examiné ; *délibérer* sur ce qui avait été délibéré ; vouloir *faire* autre chose que ce qui est *fait*, n'est pas s'y soumettre. Et quand on ne se soumet pas, on fait de la *révolte*, on fait du *schisme*, on fait *un pas vers l'abîme*. Voilà ce qu'a dit Démophile, et il ne suffit pas pour réfuter un tel raisonnement de crier à chaque ligne à la *calomnie*.

— En nous assurant que Démophile *emprunte ses mots ronflans au dictionnaire de l'enfer* (pag. 17), les adversaires de cet écrivain semblent vouloir indiquer que *les leurs* viennent du ciel ; apparemment que l'ange Gabriel leur a servi de collaborateur, comme autrefois à Mahomet pour son *Alcoran*, et qu'il leur a fait passer leur Réponse du séjour des bienheureux, feuille par feuille ; mais malheureusement, ils n'ont pas su les placer dans leur ordre, c'est ce qui a nécessité quelques apostilles. Malgré ces légers défauts, l'ouvrage n'en est pas moins *merveilleux*. Aussi n'est-il pas étonnant que M. le président Dézénal ait recommandé d'en

déposer un exemplaire dans les archives de chaque commune de sa présidence.

— Si les députés du Bas-Valais, *dès leur début sur la révision du pacte*, émirent un *vote stationnaire*, qui stationne dans le *protocole de la diète* (page 18), il est certain que leur protestation du 2 mars n'y stationne pas : elle s'en est dédommagée en courant dans les journaux et dans les pamphlets. Cette course vagabonde ne lui a servi qu'à promener et à publier sa honte, en faisant connaître à tout le monde, qu'en diète elle avait été repoussée; qu'aux conseils de dixains elle n'avait rien opéré; qu'à la diétine de Martigny, elle avait échoué, et que pour comble de tous les maux, voulant déployer son drapeau, un certain jour de parade, elle reçut la bastonnade.

— *Lisez cette pièce (la protestation) où règne la modération, et où tous les égards sont observés* (pag. 23). Oui, tous les égards y sont observés, en accusant la diète d'être coupable *d'une grave inconséquence, d'un manque complet d'égards envers la suprême autorité fédérale*, en traitant sa décision souveraine de *fâcheuse, de déplorable*, qui peut compromettre sans retour les plus chers intérêts de la patrie, etc. Où trouver en effet une *modération* plus modérée et plus respectueuse ?

— *Nous avons lu le projet du nouveau pacte, et nous n'y avons rien vu qui fût hostile à notre constitution, ni qui en sapât les bases* (pag. 27). Il fallait donc, ou que vous fussiez des *aveugles*, ou que vous fussiez les seuls *clairvoyans*, puis-

que tous les cantons de la Suisse y ont reconnu que la *souveraineté cantonale était compromise*.

— *Vous poussez les hauts cris, Démophile, de ce que la minorité, en diète, ne s'est pas soumise à la majorité. La protestation de nos députés ne déclarait point qu'ils ne se soumettraient pas aux votes de la majorité* (pag. 28). Plaisante soumission, que celle qui proteste ! Une telle justification est démentie par le fait même de la *protestation*. Et tout lecteur sensé peut répondre aux partisans des Seize, comme on répondit au philosophe qui niait le mouvement : *Il le réfute, par-là même qu'il marche*.

— Les Seize ont protesté, parce qu'à bien juste titre, *ils ne voulaient pas être solidaires* (p. 28). Solidaires de quoi, s'il vous plaît ? Nous lisons, il est vrai, dans la constitution que la *minorité doit se soumettre aux décisions de la majorité*, mais nous n'y lisons nulle part, qu'elle soit solidaire de ses actes. Et quoique la chose serait ainsi, cette *solidarité* n'entraînerait pas une *banqueroute*, puisque le canton tout entier en serait le *principal payeur*. Fut-il jamais dans le pays un cautionnement plus honorable ?

— La protestation des Seize *a été sanctionnée par les conseils de dixains du Bas-Valais, qui à leur tour parlaient au nom de leurs communes, de leurs concitoyens et en parfaite connaissance de leurs sentimens* (pag. 29). C'est hors de doute. Cette connaissance *des sentimens de leurs concitoyens* était parfaite et plus que parfaite, témoin la *glorieuse journée* du 11 avril. En vérité il faut avoir une forte dose de confiance en la

bonne foi de ses lecteurs, pour se permettre de publier de pareilles choses.

— *Les conseils de dixains avaient le droit de s'occuper de la révision du pacte*, par la raison que *la constitution ne le leur défend pas* (pag. 27). Voilà une logique large et commode pour se conduire logiquement en tout et partout. C'est aussi en la prenant pour règle qu'on a, 1.^o *proté* contre la majorité de la diète; 2.^o *sanctionné* et *corroboré* la protestation révolutionnaire dans les conseils de dixains; 3.^o *arrêté* dans ces conseils la diétine de Martigny; 4.^o *arboré* le drapeau révolutionnaire dans la journée du 11 avril; 5.^o imprimé et publié l'*adresse* révolutionnaire *au peuple du Bas-Valais*, sur l'exclusion de l'évêque du corps législatif, et l'égalité de représentation en diète; 6.^o composé, dans le club de quatre présidens de dixains, le *Coup-d'œil* révolutionnaire *sur le Bas-Valais* pour soulever les masses; 7.^o assemblé dernièrement les conseils de dixains et de communes pour prendre l'initiative révolutionnaire sur le changement de la loi fondamentale du canton; 8.^o réuni les assemblées primaires dans quatre dixains pour leur soumettre le bouleversement révolutionnaire de notre constitution, etc. etc. Tous ces actes illégaux sont sans doute dans l'ordre légal, parce que *la constitution du Valais ne les défend pas*. Avec une pareille logique, nous prouverions aussi que les conseils de dixains auraient le droit de tuer, de voler, d'assassiner, car *la constitution du Valais ne le leur défend pas* non plus.

— Quoique *le règne des ministres d'un Dieu*

de paix ne soit pas de ce monde (pag. 46), leur ministère est *de ce monde*. Ils ont été envoyés au milieu des loups pour préserver les brebis de leur fureur; or, les loups sont *de ce monde*, les ministres d'un Dieu de paix doivent donc les combattre dans *ce monde*, car dans l'autre monde les dents meurtrières de ces animaux féroces n'auront plus de prise sur les brebis. Les ministres d'un Dieu de paix doivent s'élever contre l'ambition et le despotisme, parce que l'ambition et le despotisme sont *de ce monde*; ils prêchent contre les ivrognes, les adultères, les impudiques, les ravisseurs du bien d'autrui, contre les perturbateurs du repos public, contre les brouillons, les révolutionnaires de toute espèce, parce que tous ces gens sont *de ce monde* et qu'ils causent bien des désordres, en attendant qu'ils soient de l'autre monde. Prenez garde à vos commentaires, Messieurs les novateurs; ici il ne s'agit pas du *pacte de Lucerne*, il s'agit d'un pacte un peu plus ancien, et qui vient d'une autorité plus élevée. Celui qui a dit : *Mon royaume n'est pas de ce monde* (p. 46), a aussi dit : C'est par moi que les rois règnent et que les législateurs rendent les lois : *Per me reges regnant, et legum conditores justa decernunt*. S'ils s'en écartent, ils tombent parfois, les uns de leur trône, les autres de leur chaise curule : *Deposuit potentes de sede*.

— *Les lamentations de Démophile sont des paroles de Balaam* (pag. 50). Balaam était un prophète, nous félicitons Démophile sur la comparaison. Elle est parfaite sous plus d'un rapport.

Tous deux ont prophétisé, tous deux aussi ont su garder le silence à propos : *Quand l'ânesse de Balaam parla, le prophète se tut* ; et Démophile en a fait de même.

— Pourquoi Démophile se *cache-t-il* sous le *voile de l'anonyme* (pag. 79) ? Parce qu'il gagne à se *cache*r, tandis que d'autres perdent à se *mon*trer.

— *Les événemens plus forts que Démophile marcheront* (pag. 76). Vous avez aussi été bon prophète : les événemens ont marché. Le peuple du canton de Lucerne, et par suite, la 54.^{me} séance de la dernière diète fédérale ont fait justice de votre *roi* et de son *pacte*. Ils sont *morts*, a dit M. Pfiffer, *avant d'être nés. Requiescant in pace, amen.*

FIN.

Chers Lecteurs,

Né lisez jamais de mauvais
livres, ils vous dégradent le cœur, et
vous font perdre la foi. Lisez
toujours des livres moraux qui ont
l'esprit et affermissent l'âme
notre. Faites tout votre possible
pour acquiescer des prières pour le
ciel. Sans cette terre tout passe.
Ses jours passent comme l'éclair
et nous nous disons comme l'herbe
fletrie. Soyez heureux et chers
C'est le vœu de votre ami,
Sion, 6 Juin, 1906. (C. J. P.)

↑
? 1971

